

lire en p. 12, la fin de notre enquête : «Main basse sur la presse»

LES GRANDS «APOLITIQUES» RÉGIONAUX

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 7 FEVRIER
n° 369 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

en p.2, notre dossier :

Giscard-Chirac :
de l'unité apparente
à la division affichée

DE L'Auvergne à LA BRETAGNE,
GISCARD-BARRE EN TOURNÉE

LEURS DISCOURS N'ARRETTENT PAS L'EXOË

Barre rentre d'Auvergne. Giscard part en Bretagne. Le premier a parlé aux paysans. Le second pourra difficilement éviter leurs problèmes. Ni l'un ni l'autre n'entendent porter remède à l'aggravation de la situation dans ces régions rurales.

«Le premier qui siffle, je lui demande de venir ici». Fallait-il qu'il ait des craintes pour que Barre d'entrée se prémunisse ainsi, dans le discours qu'il a tenu aux journées de l'élevage du Massif Central, à Clermont-Ferrand ! L'assistance étant apparemment assez bien tenue en main par les organisateurs, et notamment Debatisse (celui qui a fait fortune dans le syndicalisme agricole), le premier ministre aura pu parler tranquillement. La veille, Chirac, s'adressant à la même réunion, avait attaqué la politique agricole du gouvernement.

Barre a répété ce qu'il dit à tout le monde : les paysans, comme les autres, voient leur sort suspendu à la réussite du son plan



Les REO en lutte. En Bretagne comme en Auvergne «vivre et travailler au pays» est une exigence qui s'affirme avec force.

d'austerité. «La situation de l'agriculture est étroitement liée à celle de l'économie générale». «Pour l'agriculture, comme pour les autres secteurs d'activité, le succès

de la politique engagée par le gouvernement conditionne l'avenir».

Cet avenir, une phrase de son discours montre bien comment Barre l'imagine pour les paysans : le potentiel agricole «doit être mobilisé pour une entreprise systématique de pénétration sur les marchés étrangers». Toutes les phrases sur «la sécurité des revenus» et la «résorption des inégalités» prononcées à cette occasion ne résistent pas à l'énoncé de ce projet : «agriculture compétitive», c'est-à-dire agriculture d'où seront éliminés impitoyablement tous les exploitants jugés «non rentables», voilà les projets gouvernementaux.

voir p.7

voir p.3

LE CAMP IMPÉRIALISTE
DIVISÉ

Smith refuse
toute négociation

USA-URSS

EXPULSIONS RECIPROQUES DE JOURNALISTES

La «détente» selon
les superpuissances

Alors que les hésitations et les contradictions de la politique américaine se sont faites jour à propos de l'affaire Sakharov, Carter est contraint de prendre une position sur la ligne à suivre face à l'URSS. Le développement du mouvement d'opposition au régime de Brejnev et au social-impérialisme, le presse et il voudrait l'utiliser comme moyen de pression dans sa rivalité avec l'URSS. L'URSS a répliqué par l'expulsion de Krimski. Carter répond par l'expulsion d'un journaliste soviétique. Entre les deux super-puissances, le ton monte : plus que jamais la «détente» n'est qu'un mot.

voir p.8

● Marchais et le gaspillage

On connaît la croisade du PCF contre le gaspillage organisé par les grands monopoles. Lors de son discours à Nîmes, Marchais a mis l'accent sur un autre gaspillage, bien pire à ses yeux : «Il y a trente ans que la France s'est privée de ministres communistes. Tous les échelons du pays souffrent de cette exclusion qui prive notre pays du concours de tant de forces et d'intelligence, de tant de dévouement et d'imagination au service du bien public...» Il y avait un sentiment de véhémence et de révolte dans les paroles de Marchais. Mettez-vous à sa place : quand on a un projet à cœur, quel qu'il soit, et qu'on voit que tout n'est pas mis en œuvre pour ce projet, que des énergies sont inutilisées, on se révolte et on crie au scandale. C'est ce que fait Marchais. Seulement son projet à lui, c'est le maintien et le développement de l'impérialisme français. Et l'imagination qu'il veut mettre au pouvoir, c'est l'imagination des dirigeants du PCF. Alors là, les travailleurs ont de quoi être inquiets de ces phrases de Marchais, qui sont autant de menaces pour eux.

FUITE AU CENTRE DE RETRAITEMENT
DE LA HAGUE

HUIT TRAVAILLEURS CONTAMINÉS



voir p.6

POLITIQUE

GISCARD CHIRAC DE L'UNITE APPARENTE A LA DIVISION AFFICHEE

-1-

L'évolution des contradictions inter-impérialistes, la part de plus en plus réduite que peut prendre la France dans le concert des puissances impérialistes, son rôle secondaire face aux super-puissances, l'émergence du Tiers-Monde, et le développement de la lutte de classes en France, ont profondément bouleversé le paysage politique de la bourgeoisie française particulièrement dans ses forces de droite. Certes, des divergences ont toujours subsisté au sein de cette droite du temps de de Gaulle, principalement en ce qui concerne l'orientation non-atlantique de la France. Mais derrière une figure de proue historique, de Gaulle, il y avait un projet susceptible d'obtenir un certain consensus dans la bourgeoisie. Avec déjà beaucoup plus de difficultés, Pompidou a pu, durant ces 5 ans de présidence,

maintenir à peu près cette unité apparente.

La division de la «majorité» apparaît aujourd'hui au grand jour. L'annonce de la candidature de Chirac à la mairie de Paris, la multiplication des déclarations critiques, de part et d'autre, ont fait se relever plus explicitement encore un phénomène engagé depuis plusieurs années, et qui est appelé à se développer encore : Chirac maire de Paris, et soutenu par un parti nettement supérieur en nombre et en capacité d'organisation aux divers petits partis centristes (Républicains Indépendants, radicaux, démocrates sociaux), cela ne pourrait qu'accélérer encore la transposition au plan gouvernemental de la crise de la bourgeoisie française. Les contradictions entre Giscard et Chirac ne sont bien sûr pas des rivali-

tés personnelles, même si l'ambition et la «personnalité» de chacun entre en compte. Giscard et Chirac ne sont que les têtes de file de deux clans de la droite, une bourgeoisie de droite au pouvoir depuis dix-neuf ans et qui se trouve confrontée à l'absence totale de perspectives. Ni l'un ni l'autre n'ont en effet la possibilité d'avancer un projet susceptible de rallier la droite dans son ensemble. La seule perspective qui s'ouvre aujourd'hui à Giscard, celle pour laquelle il œuvre depuis son élection, c'est celle d'une «ouverture» à gauche lui permettant de rester au pouvoir pendant quelque temps. Chirac, au contraire, essaye de faire pression pour imposer le maintien au pouvoir de la droite actuelle, ou, dans le cas d'une alliance Giscard-Mitterrand, être l'homme fort d'un parti d'opposition. On mesure mieux l'acuité

de la crise de la bourgeoisie quand on voit qu'un des principaux reproches de Chirac à Giscard est justement ce recours éventuel aux alliances et aux combinaisons parlementaires de parti. Cela au nom des principes gaullistes qui sont la base des institutions de la V^e république. Mais pour contrer la politique giscardienne, Chirac et le RPR ne trouvent pas d'autres moyens que de rentrer à plein dans ce jeu des partis ! Il fut un temps où les contradictions de la droite se portaient principalement sur les questions de politique extérieure (alliance atlantique, Europe). Ces contradictions se sont quelque peu estompées pour faire place à d'autres, d'ordre extérieur sur les institutions et la tactique à suivre. Mais même sur ce plan, ce qui domine c'est l'absence de références solides, l'absence de propositions crédibles.

Après la mort de Pompidou, en avril 74, deux anciens ministres font savoir qu'ils sont candidats à l'élection présidentielle : Chaban-Delmas, ancien premier ministre de Pompidou, l'homme de la «nouvelle société» et des «contrats de progrès», et Giscard d'Estaing. La candidature de Giscard est accueillie par les gaullistes comme une candidature de division face à la gauche, représentée par le seul Mitterrand. Pourtant, un groupe de députés UDR, le groupe des 43, apporte dès le premier tour son soutien à Giscard. Chirac est l'animateur et l'instigateur de ce groupe, même s'il fera (mollement) campagne pour Chaban dans sa circonscription de Corrèze. Dès cette époque, le reclassement politique de la droite s'opère : il ne s'agit plus de «primaires» entre gaullistes et centristes, il s'agit à la fois de tenir compte des difficultés de l'impérialisme français — concrétisé par l'échec des contrats de Jobert — et donc de se rapprocher de l'impérialisme américain. Il s'agit également de se débarrasser des vieux thèmes gaullistes sur l'indépendance par rapport aux

USA ou sur la «participation» dont se réclament encore les «barons» tels que Chaban-Delmas. Le clivage est déjà suffisamment net pour que les bons offices de Messmer, par exemple, pour ressouder l'unité de la droite, soient un échec.

Le premier soin de Giscard élu sera de donner le poste de premier ministre à Chirac. C'est une manière de construire un fragile équilibre entre l'UDR, qui reste et de loin le premier parti de la majorité, et les nouvelles forces ralliées à Giscard, de Lecanuet à Servan-Schreiber.

LES RÉFORMES DE GISCARD ET LA PRUDENTE RÉSERVE DE L'UDR

Sur la lancée de son élection, Giscard engage tout au long de l'année 74, une série de réformes, souvent empruntées au programme commun. Face à cette politique de «sédution» ou de rapprochement du centre-gauche, Chirac et l'UDR restent sur une prudente expectative. Ils ne s'opposent pas à ces réfor-



Mai 74 : «Une ère nouvelle de la V^e République s'ouvre» déclare Giscard.

mes, mais celles-ci sont toujours présentées comme étant l'émanation du président de la République. Chirac ne s'engage que très peu dans le débat sur l'avortement, et l'UDR vote en ordre dispersé. Par contre, il entame une série de voyages, en Irak, en Iran, et tente de ramener des contrats, présentés comme mirifiques et capables de sortir l'impérialisme français de la crise. On sait bien ce qu'il en est de la réalité de ces contrats... L'unité entre Giscard et son premier ministre, dès cette époque, ne s'exprime pleinement que sur deux points : l'opposition à l'offensive des postiers contre la politique de crise, et la volonté de «laminer» les aspects trop gaullistes de l'UDR et des barons. Ceux-ci n'ont-ils pas fait alliance avec la gauche pour rejeter un projet de réforme du conseil constitutionnel en octobre 74 ? Ce projet devait permettre au conseil constitutionnel de se prononcer sur toute loi, sans attendre d'être saisi par un groupe de députés ou sénateurs. C'était retirer au groupe gaulliste, groupe le plus fort au parlement ses prérogatives.

Le «coup de force» de Chirac en décembre va lui permettre de prendre la direction complète du plus fort parti de la majorité, de mettre sur la touche les barons tels que Chaban... et de se présenter en position de force face à Giscard.

L'OFFENSIVE OUVRIÈRE DU PRINTEMPS 75

Les tentatives de Giscard de s'opposer à cette remontée de la puissance UDR, «dynamisée» par Chirac, premier ministre, ne vont pas être de longue durée. Les vagues regroupements centristes de Durafour, ou la prise en main des RI par Poniowski, ne font pas long feu. En plus de l'impuissance de ces petits partis à faire contre-poids à l'UDR, la multiplication des grèves au printemps 75 va accroître les contradictions. La politique giscardienne de réformes avait pour but de tromper les masses et de diviser «l'union de la gauche». Pourtant, face aux luttes des travailleurs, luttes qui sont porteuses de revendications et d'aspirations anti-capitalistes, Giscard envoie ses flics et orchestre la répression. Les réformes passent vite au second plan par rapport à

cette répression, et les socialistes, obligés de soutenir verbalement, du bout des lèvres, le mouvement des masses, reculent d'un pas dans leur rapprochement d'avec Giscard. Tout cela, à la grande satisfaction de Chirac pour qui la seule tactique valable est de combattre de front les travailleurs, tout en s'opposant à l'union de la gauche, contrairement au président de la République. A l'intérieur d'une même volonté de s'attaquer aux travailleurs, les contradictions tactiques de la droite s'aiguisent, et Chirac marque des points dans la classe au pouvoir.

Faut-il faire face de front, ou faut-il continuer à concilier une fraction de la gauche, PS et radicaux, pour obtenir un semblant de consensus social ? L'affaire des comités de soldats, en décembre 75, est révélateur de ces contradictions.

L'EXEMPLE DE L'AFFAIRE DES COMITÉS DE SOLDATS

Fondamentalement, la volonté de Giscard et de Chirac est la même : après les luttes du printemps, s'attaquer aux syndicalistes, lancer une offensive contre ce qu'il y a de plus combatif dans les sections syndicales et chez les travailleurs. Au nom de la lutte contre les comités de soldats, on perquisitionne des locaux syndicaux, on arrête des syndicalistes. Pourtant, cette

offensive contre les travailleurs va être un nouveau moyen pour Chirac, fort de son parti et de sa place de premier ministre pour s'opposer à l'«ouverture» prônée par Giscard. Le parti socialiste et ses éléments dans la CFDT sont accusés des pires maux, en particulier de couvrir les éléments révolutionnaires dans la CFDT, et pourquoi pas d'être lui-même révolutionnaire ! Aux yeux de l'UDR, toute la CFDT est à mettre dans le même sac, tandis que Giscard, lui, fait plutôt appel aux éléments socialistes pour qu'ils mettent de l'ordre dans leur maison, c'est-à-dire qu'ils se débarrassent des révolutionnaires, il sera d'ailleurs entendu.

Quant aux grands bruits faits par Chirac sur cette affaire, ils se traduisent par l'inculpation par la cour de sûreté de l'État d'un certain nombre de syndicalistes, et ce sur des dossiers vides. Dossiers que Giscard, débarrassé de son premier ministre, a, pour certains, prudemment refermé, il y a quelques jours.

Dès cette époque, des bruits de démission circulent. Ils sont démentis, mais on apprendra lors de la dernière conférence de presse de Giscard qu'il avait fait entrer Barre au gouvernement pour le familiariser avec les affaires gouvernementales, avant qu'il ne remplace Chirac.

(à suivre)

Chirac :
Selon ses propres dires, Chirac a toujours eu le goût de l'aventure. Aventure quand ce fils de PDG de l'aviation signe l'appel de Stockholm, et se sent proche des Jeunes Communistes. Aventure aussi quand, devenu conseiller de Pompidou alors premier ministre, il jouera un rôle actif dans les accords de Grenelle en 68. Au-delà de son esprit aventureux et «baroudeur», Chirac est avant tout un membre du personnel politique de la bourgeoisie. Enarque, il sera membre du cabinet du ministre des Finances — Giscard à l'époque —, membre du cabinet de Pompidou, ministre de l'Agriculture, et un temps ministre de l'Intérieur avant l'élection de 74.

Giscard :
Non gaulliste, il fut pourtant pendant de longues années le ministre des Finances de de Gaulle. A ce titre il est responsable de plusieurs plans d'austérité dont la caractéristique commune est d'avoir échoué. Après sa participation indirecte aux affaires de l'Algérie française, il fonde le petit parti des Républicains Indépendants, dont la caractéristique, outre d'être à droite, est l'opposition à la politique gaulliste vis-à-vis des Etats Unis. Son célèbre «oui mais» à une époque où les gaullistes restaient fermement unis, illustre la situation de cette fraction de la droite sous de Gaulle : des réserves, et en même temps un acquiescement profond devant les thèmes gaullistes du modèle de consommation.



Printemps 75 : Giscard-Chirac unis dans la répression des luttes

BRETAGNE

TROIS DISCOURS DE GISCARD N'ARRETERONT PAS L'EXODE

En se rendant en Bretagne, Giscard a soigneusement évité les principales villes de la région, et tout particulièrement Rennes, où l'annonce, avant les fêtes de fin d'année, de la tenue dans la ville d'un conseil des ministres avait commencé à susciter une assez grande effervescence. Donc, le conseil a été remis à une date

postérieure aux élections municipales. Et le périple que Giscard accomplit à partir d'aujourd'hui a été soigneusement épuré des «points chauds» possibles. Mais, qu'il le veuille ou non, Giscard ne pourra éviter la réalité de la Bretagne d'aujourd'hui : celle du chômage et de l'exode.

Dans les quatre départements (Côtes du Nord, Finistère, Morbihan, Ille et Vilaine), les demandes d'emploi non satisfaites n'ont cessé de croître selon les chiffres officiels eux-mêmes : de 38 500 en août, elles sont passées à 51 946 fin novembre, et à 51 718 fin décembre : c'est probablement ce que Giscard et Barre appellent la stabilisation du niveau de l'emploi. 56,6 % de femmes parmi ces demandeurs d'emploi, 53 % de jeunes : comme partout, ces catégories sont particulièrement touchées.

COMME UNE LITANIE, LA LISTE DES LICENCIEMENTS

Les chiffres sont accablants : 10 000 licenciements «pour raisons économiques» d'avril à juin 76. La ville de Fougères compte 2 500 chômeurs pour 14 000 salariés. La liste des entreprises qui mettent les travailleurs à la porte s'égrène comme une litanie : Paris-France à Lannion, papeteries Bollore dans le Finistère, imprimerie Chatelaudren à Saint-Brieuc, Pouteaux (bâtiment) à Laval et Rennes (1 724 salariés), Quemeneur à Landerneau, le Roux à Noyal-Muzilla, FAO à Vitre, la SPLI (1 800 salariés, surtout des femmes, 1 000 à Rennes et 800 à Fougères), coopérative des agriculteurs de Landerneau, société lyonnaise d'entreprise, CMC Dufour à Quimper, Donval (chaussures). Des conflits pour le maintien de l'emploi se prolongent depuis des mois, comme à Réhault (Fougères), et à la SICCA de Saint Malo, qui détient le record de la plus longue occupation contre la fermeture.

L'OPPOSITION À LE VENT EN POUPE

Sur ce fond de difficultés énormes pour les travailleurs, les choses ne présentent pas de mieux pour la «majorité» aux prochaines élections municipales. Déjà, on estime que le parti socialiste a des chances de l'emporter à Quimper, Morlaix, Brest, Lorient, et même peut-être Rennes.

Pour autant, tout ne va pas pour le mieux à gauche : une bataille est engagée entre PCF et PS pour la mairie de St-Brieuc. C'est en effet, la seule ville où le parti de Marchais ait quel-

que chance de l'emporter, ses partenaires se taillant la part du lion dans le reste de la région.

Les résultats électoraux faisant arriver les deux composantes de l'union de la gauche dans un mouchoir (à peu près 1% de différence), chacun se raidit sur ses positions. La municipalité actuelle, où les membres du PSU sont passés à 80% au parti socialiste, entend bien garder le pouvoir, tandis que les révisionnistes veulent le prendre. Ceux-ci ont déjà annoncé qu'ils étaient prêts, le cas échéant, à présenter séparément leur propre liste. Le comité directeur du PS, pour sa part, a inscrit St-Brieuc au nombre des villes où une liste homogène socialiste pouvait être envisagée.

Ce n'est pas les quelques paroles lénifiantes que Giscard prononcera aujourd'hui et demain à Dinan, Vannes et Ploermel, qui changeront de manière appréciable la situation sociale et politique de la région.

Correspondants



L'avis des paysans bretons

Fabre et Marchais multiplient les invectives, MAIS LE PS MAINTIEN SON INTRANSIGEANCE

Les négociations continuent à gauche pour préparer les municipales. Le week-end est toujours fertile en rencontres et déclarations. Un point commun : aussi bien le PCF que les radicaux de gauche s'en prennent au PS, accusé d'avoir une attitude de grand seigneur et de ne respecter l'accord national du 28 juin que dans la mesure où il lui est favorable. Robert Fabre constate et regrette n'être que la portion congrue des listes d'union de la gauche, et fixe à son mouvement un objectif précis : 100 000 adhérents au MRG ! Voilà qui serait susceptible en effet de modifier les données, si cela était d'une quelconque manière possible. Le PCF, quant à lui, multiplie les invectives : Marchais était

vendredi à Nîmes, où le PCF tient la municipalité. Il en a profité pour réaffirmer à nouveau l'analyse du PCF sur les contradictions Giscard-Chirac, et pour s'en prendre au PS : pour Marchais, «ce n'est pas bien» de ne pas donner au PCF la place qui lui reviendrait au vu des résultats des dernières élections. Mais la volonté d'unité prime : «Le PCF doit tout faire, dit-il, jusqu'à la dernière heure, pour que l'accord des partis de gauche s'applique réellement et loyalement». A Marseille, une nouvelle rencontre du PCF avec Defferre a eu lieu, courte rencontre d'ailleurs puisqu'il n'était pas question de revenir sur les décisions prises : le PS se présentera seul à Marseille. Guy Hermier, du bureau politique du PCF, venu tout

exprès de Paris, s'est donc déplacé pour rien. Cependant, l'offensive PCF dans le deuxième ville de France n'est pas terminée : Marchais viendrait en personne présider un grand meeting samedi prochain dans le fief de Defferre. Dans ces négociations pour les municipales, le PCF reçoit d'ailleurs un allié de poids : le PSU joue des coudes pour avoir des strapontins sur les listes, mais attention, sans transiger sur «les principes» : il faut que le PCF ait sa place, et que la gauche soit réellement unie. Pendant ce temps, à Dreux, Mitterrand dissertait sur la manière dont il appliquerait le programme commun s'il était premier ministre, et si Giscard était président...

DEFFERRE ÉVITE UNE POLÉMIQUE TROP OUVERTE AVEC LE PCF

Hier soir, au club de la presse, Gaston Defferre, qui avait lâché au début de la semaine sa petite phrase sur le gouvernement commun avec Giscard, a bien pris soin de prendre du recul : à l'heure où un début de polémique l'opposait à Marchais sur ce point, la limite à ne pas franchir d'ici les prochaines élections apparaissait trop nettement tracée. Au reste, Andrieu, rédacteur en chef de «l'Humanité», qui l'a attaqué sur les élections à Marseille, s'est bien gardé de dire un mot sur les hypothèses de «troisième force» évoquées par tous les autres journaliers.

Concernant ce problème, Defferre a cependant remarqué : «Giscard d'Estaing est président de la république. Nous ne contestons pas son élection et sa légitimité, nous ne lui demandons pas de s'en aller». «Ses déclarations ont marqué une évolution. Il vient de faire un pas de plus». Il a souhaité que le président de la répu-

blique «aille jusqu'au bout et dise les choses clairement», c'est à dire qu'il appelle les partis de l'union de la gauche au gouvernement en cas de victoire électorale.

Refusant de reprendre à son compte la formule de Marchais, selon laquelle Giscard devrait «se soumettre ou se démettre», il a précisé, tout en insistant sur les pouvoirs du gouvernement et du parlement, que, «rélu au suffrage universel», le président de la république ne pouvait redevenir «une potiche» comme sous la IV^e république, et qu'il aurait nécessairement certains pouvoirs.

Quant à la nature de classe de la politique qu'il entend mener, on en aura eu une illustration bien claire. Pour lui, les hommes de gauche sont «des hommes d'ordre et d'autorité» : il ne faut pas «confondre la gauche et les gauchistes». «Il n'y aura pas de mainmise du personnel sur les entreprises».

BARRE ET CHIRAC A CLERMONT

En concurrence pour les voix des paysans

CHIRAC : CRITIQUES AU GOUVERNEMENT

Dans le même temps, le projet politique de Chirac a reçu une nouvelle précision. Le rival de Giscard, qui a commencé à entrer dans la célébrité comme ministre démagogue de l'agriculture, s'était en effet adressé à la même réunion agricole. Ses attaques contre le gouvernement actuel ont été vives : «l'action que j'avais engagé se trouve bloquée». Et de citer toute une série de mesures de détails allant de l'indemnité spéciale-montagne à la «protection de nos fromages», en passant par la prime au ramassage du lait en montagne.

LES COUCHES SOCIALES QUE LE RPR VEUT GAGNER

Mais surtout, Chirac a bien précisé quelles couches sociales il entend gagner à son projet politique : «Vous avez une mission sociale à remplir dans la France de demain. Vous l'avez montrée en décidant de vous rapprocher de tous ceux qui partagent avec vous la même foi et la même ambition. Au sein des clas-

ses moyennes, avec les chefs des petites et moyennes entreprises industrielles, avec les commerçants et artisans, avec les membres des professions libérales et aussi avec les cadres, vous pouvez utilement contribuer à la prise de conscience dont la France a besoin aujourd'hui».

C'est donc bien du côté des anciennes couches moyennes, inquiétées par le développement de la crise économique, moins sensibles que les cadres aux appels des partis de l'union de la gauche, craignant même particulièrement leur venue au pouvoir, que l'ancien premier ministre cherche à glaner les troupes pour ses projets réactionnaires. Les discours tenus au moment de la constitution du RPR en faisaient déjà foi. Le discours de Clermont ne fait que le confirmer.

Mais, si Debatisse a fait état d'un soutien passablement avoué aux entreprises chiraquiennes, en déclarant : «Vous êtes un homme qui est appelé à jouer un rôle important dans l'avenir du pays», les participants à la réunion sont restés plutôt froids devant les prises de position du candidat à la mairie de Paris.

POLITIQUE

Politique à l'entreprise en Lorraine

PATRONALE
ET RACISTE

En Lorraine, les patrons de la sidérurgie ont leur journal. Il s'appelle «Lorraine Magazine». Il y a un peu plus d'un an, «Lorraine Magazine», distribué gratuitement et largement en Moselle et Meurthe-et-Moselle, publiait une lettre anonyme, véritable appel aux meurtriers racistes. Face à l'ampleur de la protestation, la direction du magazine a été obligée de faire marche arrière, expliquant qu'une attention plus grande, serait portée sur la publication du courrier.

Dans leur dernier numéro,

«avis d'un lecteur sur la crise de la sidérurgie», voilà que «Lorraine Magazine» récidive. Ce zélé lecteur s'inquiète : «C'est la crise... Que va-t-on faire ? Qui va-t-on licencier ? Sur quels critères ?» Déjà, le ton est donné. Il ne s'agit pas de s'opposer à tous les licenciements, il faut trouver quels sont ceux qui seraient les meilleurs licenciés. Et la suite de la lettre, est d'un ton au-dessus, dans l'ignoble. Car ce monsieur a donné ses conseils. «Il y a bien une solution, il faut faire des choix, alors éliminez en premier lieu les

étrangers célibataires, les foyers et les cantines seront les seuls inoccupés, et ce sera tant mieux». C'est écrit noir sur blanc et tout de suite après, on peut lire «sans vouloir faire de racisme !»

Déjà, lors de la restructuration de 1971, le sous-préfet de Thionville avait fait des déclarations du même style... Mais en vain... «Lorraine Magazine» passe le plus souvent directement de la boîte aux lettres à la poubelle.

Corr. Thionville

TARTUFFERIES

Aujourd'hui, le comité d'entreprise de la SNECMA est autorisé à tenir un débat politique dans ses locaux. Il y a un an, la réunion que voulait tenir dans l'entreprise la cellule du PCF de la SECAN, avait été interdite. Ces deux décisions ont été prises par le même tribunal : celui de Nanterre. Raisons avancées : dans un cas, il s'agirait d'un débat où le CE «respecte son devoir d'objectivité en ne jetant aucune exclusive arbitraire». Dans l'autre, «C'est seulement par un abus de langage que l'appelant tente d'assimiler à un «cercle d'études» ou à un «cours de culture générale», une réunion dans

laquelle les militants d'un parti entendaient proposer leurs solutions politiques à une crise visant «les travailleurs de la SECAN».

La tartufferie est évidente : la prétendue «neutralité» exigée n'existe pas en politique. Elle est chaque jour démentie par la réalité de la lutte que se livrent les exploités et exploités sur le lieu même de la production.

A travers une série de recours en justice, ces derniers mois, les employeurs tentent d'interdire la politique à l'entreprise, y compris, comme chez Fero à Amiens, à la sortie du travail (sous prétexte que le

terrain appartenait au patron). Le PCF, de son côté, a entrepris une campagne pour permettre à ses «élus» et autres «personnalités» de se manifester dans les usines.

Mais la véritable question est ailleurs : la politique à l'entreprise, c'est d'abord, pour les travailleurs, le journal qui circule, la discussion qui s'instaure à l'atelier, la cellule révolutionnaire qui développe son travail. Sur ce terrain, la répression est quotidienne, et l'aggravation promise par la campagne orchestrée par Giscard exige la riposte.

Municipales

EMPOIGNADES À ST-BRIEUC

3 100 chômeurs «officiels» en septembre 76, 3 400 en octobre. Là où, en septembre 75, on comptait une offre d'emploi pour 9,7 demandes, on en compte maintenant une pour 19 : le chômage qui sévit n'est pas prêt d'être résorbé ! Comment, durant ces années, s'est manifestée l'actuelle municipalité «d'union de la gauche» ? Mis à part les transports gratuits accordés

aux sans-travail, rien de bien sérieux pour la population ouvrière.

Alors que les crèches manquent gravement, que les transports en commun restent coûteux et peu pratiques, c'est essentiellement les réalisations «de prestige» qu'on a vu fleurir : allée piétonnière, «palais de la culture», immense parking souterrain presque vide en permanence. Pour financer le tout, on promet encore une augmentation des impôts de près de 11 % en 1977.

Depuis maintenant six mois, les journaux locaux sont cependant le lieu d'une petite «guérilla» de communistes et révisionnistes, qui sont électoralement à peu près sur le même plan : on se trouve bien loin désormais de la situation qui prévalait il y a six ans, avant la signature du programme commun, et le ralliement à Mitterrand d'un PSU passablement droitier (tendance Martinet) à l'époque, les socialistes devaient se contenter de 5 % des voix tout juste. Les différentes réunions tenues en janvier n'ayant abouti à rien, on va

vers la présentation de deux listes homogènes concurrentes. De leur côté, les débris locaux du PSU se préparaient à présenter aussi leurs candidats.

A droite, la situation n'est guère plus claire. Bien sûr, une liste unique a fini par se constituer autour de Morin, avocat giscardien, qui rallie les figures de la droite briochine classique. Mais, ce n'est qu'après la liquidation de deux tentatives pour présenter une liste concurrente, tentatives toutes deux impulsées par Tassel, professeur à Lamballe. La première fois, c'était en juillet, la deuxième, juste après la constitution du RPR, dont notre professeur était revenu gonflé à bloc.

Bref, après un chassé-croisé de personnalités des divers clans «majoritaires», le Tassel s'est rendu à l'évidence, et se présente sur la liste Morin. Il y a gros à parier qu'à la première occasion, la guerre sera rallumée. Ainsi se préparent, à gauche comme à droite, les élections de 78, où le maire aura le plus de chances d'être élu député, et d'aller représenter à l'assemblée nationale la Bretagne du chômage.

TIRÉ DE
«LORRAINE
MAGAZINE»
(Fac similé)



ce que les salariés pensent de leur entreprise

Il est souvent de bon ton à notre époque de présenter les entreprises sous le jour le plus noir, mais on oublie trop souvent que les plus qualifiés pour les juger ne sont pas ceux qui en parlent de dehors mais ceux qui y travaillent.

beaucoup d'importance sur le marché de leur entreprise.

- 74 % pensent que leur entreprise a changé en bien depuis 5 ans.
- 75 % font confiance aux dirigeants de leur entreprise.
- 56 % s'estiment suffisamment informés sur la marche de l'affaire qui les emploie.

son Centre Confédéral d'Etudes économiques et sociales. Selon cette enquête (page 123) :

- 62 % des jeunes ouvriers étaient satisfaits de leur emploi sur le plan du salaire.
- 76 % l'étaient sur le plan de l'intérêt du travail.

«75 % des salariés font confiance aux dirigeants de leur entreprise, 74 % pensent que leur entreprise a changé en bien depuis 5 ans» : sans commentaire.

LUTTES OUVRIÈRES

L'entente des coopératives
Landerneau et Ploudaniel
Aux dépens des
ouvriers et des
petits paysans

L'accord de la coopérative de Landerneau et de Ploudaniel dans le Finistère, n'a pas pour seul intérêt le rapprochement entre la «coop de l'évêché» et sa concurrente laïque, 400 producteurs de lait sont concernés par la restructuration des circuits de ramassage.

Une filiale commune UCLAB est créée et collecte 25 millions de litres de lait, soit 8 à 10 % de la production de Landerneau qui était située dans la zone d'influence de Ploudaniel. Le problème était posé par la concurrence entre les deux «coop» qui, dans la même région, ne payaient pas le lait au même prix. Jusqu'en décembre, Landerneau a payé 89 centimes plus 1,20 F par point de matière grasse, plus les primes-qualité et quantité et Ploudaniel a payé 92 centimes plus 1,25 F de mg plus primes.

Le lait collecté par la nouvelle filiale UCLAB est traité globalement, sera, pour entretenir la division

entre les coopérateurs payés par leur coopérative d'origine avec un centime de différence. Cet accord est cependant le résultat de la lutte des petits producteurs de Landerneau qui, pour raison de non-rentabilité (ils produisent trop peu), étaient menacés d'éviction.

La restructuration de Landerneau a un autre visage, c'est la menace de fermeture à St Briec de l'usine des Chatelets qui risque de jeter au chômage une quarantaine d'ouvriers ou de les contraindre à l'exode vers d'autres laiteries jugées plus rentables.

En attendant une nouvelle baisse du prix du lait avec l'institution probable d'une taxe de corresponsabilité par la commission de Bruxelles, les firmes laitières cherchent à faire des économies en éliminant les petits producteurs et en fermant les usines les moins rentables.

B.P.

«Le Figaro»

Mensonges et
Mépris pour les
petits paysans.

«Le Figaro» d'Hersant se moque des agriculteurs ! Selon lui, «l'agriculture en 76 aura bien tiré, globalement son épingle du jeu dans une conjoncture difficile».

C'est un scandale que de présenter l'agriculture de façon monolithique et de constater une évolution positive du revenu agricole, en fait ce sont les gros céréaliers des grandes plaines du Bassin Parisien et du Nord qui ont tiré profit de la pénurie mondiale. Ils ont vendu avec d'énormes pro-

fits leur production alors que du fait de la sécheresse, les petits producteurs de lait et de viande ont eu leur revenu amputé d'un tiers dans la majorité des cas. Pour «Le Figaro», «aujourd'hui, c'est l'heure des comptes et l'on découvre que l'on s'est peut-être affolé un peu vite à l'égard des petits producteurs, tel ce paysan des Côtes du Nord qui, en comparant ses feuilles de paye de septembre 75 et de septembre 76, constatait une baisse de 1 600 F à 1 000 F de son revenu brut ! B.P.

Merci, M. Bonnet

Il y a trop de lait en France. Pour résorber les excédents, le Bureau d'Aide Sociale est chargé de distribuer une boîte de 300 grammes de lait en poudre par mois aux personnes âgées de plus de 65 ans ! Le Préfet, dans chaque département prend lui-même les choses en main, il désigne un responsable à la distribution. Sans résoudre le problème des excédents de lait, cette mesure démagogique caractérise bien le mépris du pouvoir à l'égard des vieux travailleurs, contraints de vivre de maigres allocations après une vie de labeur.

MENACES
DE LICENCIEMENTS
EN CHAÎNE
EN MOSELLE

• L'UPIM (Union Patronale Interprofessionnelle de la Moselle) a déclaré que suite au démantèlement de la sidérurgie lorraine (suppression de plus de 15 000 emplois), 6 000 à 9 000 emplois des industries de transformation et du bâtiment sont menacés. L'UPIM estime en effet que le tiers des 21 000 emplois des industries de transformation et du bâtiment dépend directement de l'activité de la sidérurgie en

Moselle et dans le Nord de la Meurthe et Moselle.

• ESCOFIER (CHÂLONS-S-SAÔNE) DE RÉDUCTIONS EN RÉDUCTIONS...

Le secteur de la machine-outil ne doit pas être jugé rentable pour la bourgeoisie. Après la liquidation de Cincinatti et d'Amtec, dans le Rhône, c'est au tour des établissements Escofier à Châlons-sur-Saône. L'an dernier, le personnel avait déjà réduit à 108 personnes, et mardi, une procédure de licenciement va être engagée contre 53 personnes.

LUTTES OUVRIÈRES

METZ, À FRANCE-TRANSFO :

«LE MOUVEMENT CONTINUE, LE MECONTENTEMENT GRANDIT, LA DIRECTION PÂLIT».

France-Transfo est l'une des petites entreprises de la zone industrielle de Woitty : celle-ci est spécialisée dans la fabrication des transformateurs électriques, et emploie six cents salariés. Le 28 janvier, à 12 H, ils étaient cent quinze à partir en grève, aujourd'hui, ils sont prêts de trois cents. Dans la presse locale, c'est le silence, car cette grève pourrait «donner des idées». «Ici, on est en majorité des O.S., avec près de 40% de travailleuses... Le patron, il ne pensait pas au début qu'on tiendrait le coup», disent les travailleurs du piquet de grève. «Cette grève, cela faisait un moment que cela couvait. Ici, on fait des salaires de 1 800 à 2 000 F en moyenne, mais il faut compter là-dedans les primes de rendement, d'assiduité et d'ancienneté... Alors, quand les primes sautent, il ne nous reste plus grand chose». «La pri-

me d'assiduité, elle saute pour trois heures d'absence... Parmi nous, il y a des mères célibataires, alors parfois, quand elles ont des problèmes avec leurs gosses, elles doivent s'absenter... Ça fait un trou à la fin du mois». D'autres travailleurs interviennent : «Si on fait grève, c'est aussi pour supprimer le salaire au rendement, plus on bosse, plus la norme augmente. Alors, sur les chaînes, les accidents se font plus fréquents. Il y a des doigts coupés par exemple. La fatigue nerveuse nous oblige à prendre des congés maladies. A la direction, ils appellent ça, amélioration du travail des transfo. Tu parles, pour nous, c'est tout le contraire». «On veut aussi cinq semaines de congés payés. En fait actuellement, on n'a droit qu'à trois semaines. La quatrième semaine est comptée dans les pauses, les journées exceptionnelles...»

Tous les matins, les grévistes se réunissent en assemblée générale pour discuter des formes de leur lutte et pour décider de la reconduction de la grève. Ils sont soutenus par leurs sections d'entreprise CFDT et CGT. On cherche aussi à convaincre les non-grévistes qui continuent à travailler. Mais les pressions de la direction sont importantes.

LA MAITRISE AU SERVICE DU PATRON

Tous les matins, la maîtrise est à l'entrée. Ils expliquent que ceux qui rentreront travailler, seront augmentés de 2%, et comme ça ne marche pas, ils menacent : «Il y a des centaines de chômeurs qui ne demandent qu'à être embauchés».

Parlant des cadres, le tract commun CGT-CFDT dénonce «leur attitude fas-

ciste». «Cela ne nous étonne pas, expliquent les grévistes. L'encadrement, ici, il est choisi. Mais après la grève, il faudra qu'ils aient un peu plus de respect».

Jeudi à 16 H, devait avoir lieu la première rencontre avec la direction. Les délégués CGT-CFDT ont présenté les revendications des travailleurs et travailleuses en grève : augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail et d'hygiène, suppression du salaire au rendement, cinquième semaine de congé payé.

Malgré le chantage à la crise, la volonté de lutte des grévistes va en s'amplifiant. «Le mouvement continue, le mécontentement grandit, la direction pâlit». C'était le début du tract CFDT-CGT du 1^{er} février. Il résume bien la situation.

Correspondant

BEAUVAIS

FORTE MOBILISATION CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE

Vendredi, quatre militants syndicaux de DBA-Lockheed à Beauvais (3 CFDT et 1 CGT, dont trois délégués) passaient au tribunal pour «outrage et entrave à un agent ministériel dans ses fonctions».

Ces inculpations font suite aux grèves de 1975. Quelques temps auparavant, un délégué syndical d'Auxilec (Thomson-armement), était passé en référé pour «entrave à la liberté du travail» pendant la grève de janvier 1976. Une forte mobilisation avait reporté le jugement en délibéré au 25 mars 1977. Vendredi, la mobilisation des travailleurs de

Beauvais fut également très importante : de huit cents à mille personnes étaient présentes au Palais de Justice. Avec les travailleurs d'Auxilec, ce sont des délégations syndicales (CGT et CFDT) de toutes les usines de Beauvais qui sont venus pour soutenir leurs camarades de DBA contre la répression syndicale. La bourgeoisie avait aussi mobilisé ses troupes : sept cars de CRS, des jeeps, elle en avait même fait venir de Béthune. Et finalement, elle a opéré un premier recul devant cette forte mobilisation : le jugement est reporté en délibéré pour le 15 avril.

ASSEMBLÉE DES POSTIERS CFDT DE LA SOMME : REVOIR LA TACTIQUE SYNDICALE

Le 26 janvier, s'est réunie à Amiens, l'Assemblée générale CFDT des travailleurs PTT de la Somme. Cette réunion avait pour but l'élection des membres du bureau départemental, et des membres de la commission exécutive. Cette élection fut formelle : l'équipe sortante n'avait fourni aucun bilan de travail, et elle s'est cantonnée à un constat des conditions de travail, salaires... laissant les postiers dans la perplexité la plus complète quant aux moyens d'action permettant de lutter efficacement. Un tour de table permit à chacun de s'exprimer. Guichetiers, préposés, travailleurs des centres de tri, des télécommunications, la majorité des présents, dénoncèrent les journées de grèves sectorielles comme inutiles et démobilisatrices. Même une journée de grève générale, ce n'est pas suffisant. Seul un mouvement d'ensemble peut mettre en échec l'Etat-patron.

Les travailleurs ressentent de plus en plus la nécessité de revoir une tactique syndicale dont l'efficacité est largement contestée.

Correspondant PTT - Amiens

LA RESTRUCTURATION DU TEXTILE CONTINUE : «JERSEY DIMINUÉ» DIMINUE

L'entreprise du groupe Prouvost-Masurel, «Jersey diminué du Cambrais», la plus importante usine de bonneterie de Cambrai (Nord) a annoncé la suppression à venir de 140 emplois, sur les 3520 personnes que compte l'usine. Pour la SA Prouvost-Masurel, les licenciements seront dus aux «difficultés causées à l'entreprise par les importations provenant des pays où des bas salaires sont pratiqués». Elle regrette de ne pouvoir exploiter encore plus ses ouvriers !

BESANÇON, USINE MODEL :

LES TRAVAILLEURS ENGAGENT LA LUTTE CONTRE LE PLAN BARRE

La première semaine de février a été marquée par un renouveau de luttes à Besançon. Manifestation des «Lip» à la Préfecture où se tenait une réunion du Conseil Régional. Mercredi matin, les «Lip» ont même réussi à pénétrer dans la cour de la préfecture avant que des centaines de «casqués» aient le temps d'intervenir. Deux sujets de préoccupation : aucune nouvelle de la «mission de relance» de Besançon, tandis que le syndicat parisien demande l'évacuation de l'usine.

Finalement le Conseil Régional a voté un million de francs pour participer avec la municipalité et le département au rachat éventuel des locaux de Lip, qui n'avait toujours pas d'acquéreur depuis 73, obstacle à toute reprise d'activité.

GRÈVE AVEC OCCUPATION

Enfin, mardi, la centaine de travailleurs de l'usine d'outillage Model, qui se situe dans la zone industrielle de Planoise, constate le refus de la direction d'accorder un rattrapage du pouvoir d'achat sur les trois dernières années. La grève avec occupation a été votée 82 %. Les revendications ont été précisées comme suit :

- 2000 F minimum
- 200 F pour tous

- Paiement des jours de grève
- Embauche définitive d'ouvriers sous contrat
- Suppression des contrats - 13^e mois

C'est la 2^e grève importante à Model, à part un débrayage pour le 7 octobre. La première avait échoué, du fait de la poursuite du travail par une forte minorité. Cette fois, le moral est bon. Tout le monde est en grève, même les chefs.

LE SOUTIEN SE DEVELOPPE

Les «Lip» sont venus apporter leur soutien. Les deux patrons avec quelques clients prétendaient briser la grève en emportant du matériel. Les travailleurs avec leur section CFDT n'ont pas cédé à ces intimidations (d'huissiers) et aux manœuvres des patrons. L'AG des ouvriers a décidé que la délégation ne perdrait pas son temps dans les réunions stériles et multipliées, dans lesquelles les patrons voudraient les entraîner. Une réunion par jour, si le patron n'a rien à lâcher, c'est inutile !

Une information et une popularisation sont entreprises. Des collectes ont été organisées ce week-end. Déjà une section syndicale SGEN-CFDT a fait savoir qu'elle verserait une journée de salaire aux travailleurs en lutte contre le plan Barre.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit ici et le patron ne se prive pas de le dire : «je ne peux rien lâcher avec le plan Barre. Je risquerais des sanctions». Sans parler du

chantage habituel : «je vais perdre tous mes clients...». Les travailleurs à Besançon ne sont pas décidés à céder sur leurs revendications.

Corr. Besançon

L'AOIP DE GUINGAMP CONTRE LES CADENCES ET POUR LES SALAIRES

A l'AOIP de Guingamp, (fabrique d'instruments de précision), le personnel ouvrier féminin (700 ouvrières) est payé en partie au boni. Or récemment, la direction a mis en place un nouveau mode de calcul du boni : il faut produire plus pour avoir la prime. La CGT dénonce l'aggravation des conditions de travail : la production augmente, les effectifs diminuent. Le nouveau système occasionne des pertes de salaires sensibles. Dès le 19 janvier, une centaine d'ouvrières entraient en grève, bientôt rejoints par d'autres ateliers, et soutenus par le reste des travailleurs (il y a

1300 ouvriers à l'AOIP de Guingamp). Leurs revendications :

- Intégration d'une partie du boni dans le salaire
- Une prime exceptionnelle de 1000 F
- Une prime de vacances
- Une cinquième semaine de congés.

Mardi, dernier la direction dénonçait l'accord sur l'échelle mobile des salaires. Dans les trois autres usines (aussi touchées par cette dénonciation) d'Evry, Béziers, Morlaix, il y a eu mercredi dernier 24 heures de grève.

Corr. Saint-Brieuc

● FRANÇAISE DE MÉCANIQUE (DOUAI)
La Française de Mécanique est une entreprise automobile, dans la région de Douai, qui emploie trois mille cinq cents personnes. Les travailleurs du départe-

ment X, où se fabrique le moteur de la 104 Peugeot et de la R14 se sont mis en grève le 28 janvier. Leurs revendications portent sur les salaires et les conditions de travail.



293 65 61

de 14 h 30 à 18 h 30

INFORMATIONS GÉNÉRALES

METRO DE LYON

Un ouvrier tué deux autres blessés sur un chantier

Vendredi matin, un ouvrier marocain, Enadj Knidel a été tué sur un chantier au carrefour Cour Gambetta-Boulevard des Tchecoslovaques, alors qu'il commençait la démolition d'un mur provisoire, installé au fond d'une énorme excavation ouverte dans le carrefour pour l'installation du futur métro de Lyon.

Le mur en aggloméré retenait une bande de terrain rendu instable par les eaux. Dès la mise en route du pistolet compresseur, le mur éclata. Un ouvrier fut projeté dans une mare d'eau, assomé par un parpaing et noyé. Un autre fut renversé brutalement et un troisième blessé à la tête. M. Knidel était âgé de 41 ans, il était marié et père de trois enfants. Le syndicat CGT a dénoncé l'insuffisance du mur provisoire et l'absence de garde du corps au niveau du chantier.

Fraude fiscale : nouvelles inculpations

Les poursuites pour fraude fiscale continuent. Les juges d'instruction Landreau, Martinet et Michau viennent d'inculper sous ce chef, diverses «personnalités parisiennes». Bernhard Zehrfuss, grand prix de Rome d'architecture et inspecteur général des bâtiments civils de l'Etat, a «oublié» de déclarer en 1972 et 1973 un million de francs lourds.

Maurice Joseph, directeur de l'Ecole Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées, et ses deux enfants ont minoré le nombre des élèves de l'établissement, ce qui leur aurait permis d'économiser 1 160 000 F d'impôts !

Mme Louis Baumel, PDG de la société européenne d'édition et de composition, a eu des omissions en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés. Mme Baumel est l'épouse de Jacques Baumel, député RPR...

Inculpés aussi, un «artiste peintre», un gérant d'une société immobilière, un expert judiciaire, un expert comptable...

Les inculpations pour fraude fiscale semblent se multiplier. Elles évitent toujours soigneusement de s'attaquer aux dirigeants des très grandes sociétés liées aux banques. Les condamnations pour fraude fiscale qui permettent de donner une façade de «justice fiscale», rapportent des sommes non négligeables à l'administration, puisque les «redressements» ont doublé en deux ans pour passer de 4,7 milliards en 73 à 9,5 milliards de francs en 75.

A la cité universitaire (Paris)

SUCCESSION DU MEETING CONTRE LA REPRESSION DES ETRANGERS

Le meeting organisé jeudi soir à la Cité Universitaire Internationale par plusieurs organisations étudiantes étrangères a été le résultat de l'une des premières ripostes contre la convention «anti-terroriste» établie et signée, le 27 janvier par plusieurs représentants des gouvernements européens. La mise en cause de la politique de l'impérialisme de Giscard dans les différentes interventions, a surtout dévoilé une fois de plus le rôle de la police française dans la répression exercée contre les révolutionnaires du Tiers-Monde.

«Comment se fait-il que des détails pris sur les interrogatoires des camarades Oskoui et Takbiri, ces détails étant inconnus publiquement en France, aient été publiés par les journaux iraniens s'ils n'ont pas été communiqués par la police française à la SAVAK ?» se demandait le président de l'Union des Étudiants Iraniens. Le camarade palestinien, prenant la parole au nom de ses compatriotes à Paris, a souligné : «Il y a juste un mois, notre martyr, Mahmoud Saleh, tomba sur le territoire français. La police française était restée inactive durant cet événement. Aujourd'hui même, un mois après, un attentat a été commis à la librairie Palestine, rue de la Réunion, Paris 20^e». Le représentant des étudiants tunisiens a montré son étonnement devant la libération ce lundi d'Ali Couci, agent de la police politique tunisienne, qui avait essayé de liquider physiquement un militant étudiant qui écrivait des slo-

gans anti-impérialistes et nationalistes sur les murs du Consulat de Tunisie à Nice. «Notre camarade, disait-il, est toujours hospitalisé à Nice à la suite d'une balle qu'il a reçue en plein ventre. Son agresseur a été libéré, ce qui montre que la police politique tunisienne non seulement a agi librement, mais qu'elle a bénéficié de la collaboration de la police française.»

La collaboration de Poniatowski avec les polices les plus réactionnaires du monde s'inscrit dans une politique d'ensemble, Giscard ayant signé des accords économiques par exemple avec l'Iran, au cours de sa dernière visite, et avec l'Afrique du Sud pour la vente de centrales nucléaires, etc... poursuit les militants révolutionnaires et anti-impérialis-

tes étrangers en France. Il empêche les travailleurs immigrés de s'organiser politiquement (interdiction de l'Organisation Communiste Africaine). 4 400 travailleurs ont été expulsés en 76, ce qui représente plus que le double du nombre des expulsés de l'année 75.

Devant cette situation, les étudiants et travailleurs étrangers doivent s'unir côte à côte avec la classe ouvrière française et les révolutionnaires français pour combattre le pouvoir.

Les travailleurs immigrés et étudiants étrangers refusent de payer la crise politi-

que de l'impérialisme français. Les travailleurs immigrés et étudiants étrangers refusent de payer la crise politique de l'impérialisme français. Les camarades iraniens, Takbiri et Oskoui, qui étaient présents à ce meeting, ont pris la parole, affirmant que leur libération «était le fruit d'une lutte engagée par leurs camarades et par toutes les forces démocratiques et révolutionnaires françaises et étrangères».

C'est une victoire remportée contre la politique de Giscard, une victoire de la solidarité internationale.

Corr.

DÉMISSION DU CHS DE COMUREX

Les délégués au comité d'hygiène et sécurité de la COMUREX ont décidé de démissionner collectivement pour affirmer leur opposition à la politique de la direction qui méprise ouvertement la santé des travailleurs pour son plus grand profit.

Au terme de six heures de discussions stériles, aucune mesure concrète pour protéger les travailleurs n'avait

été envisagée par la direction.

La direction de COMUREX abandonne en effet, son projet initial de stocker les matériaux radioactifs dans une aire étanche, isolée des ateliers : il est maintenant prévu selon les dernières entrevues, de ranger ceux-ci au sous-sol, au dessous de la salle de repos, de la cuisine, et de la salle de contrôle...

8 TRAVAILLEURS CONTAMINÉS AU CENTRE DE LA HAGUE



Vendredi matin, 8 travailleurs ont été intoxiqués au centre du retraitement de La Hague : au cours d'une opération de conditionnement de l'oxyde plutonium, dans l'atelier de «moyenne activité», une fuite s'est produite dans le soufflet d'une rotule d'une télémanipulateur. 5 techniciens de La Hague et trois contrôleurs de l'EURATOM ont été ainsi irradiés et mis sous surveillance médicale à leur domicile.

Pour la direction du centre, il n'y a pas de quoi s'inquiéter : «Les résultats des analyses que des médecins ont pratiquées ne seront connus que lundi. Il serait donc prématuré d'affirmer quoi que ce soit. En revanche, le système d'alarme sonore et lumineux a parfaitement fonctionné et a permis l'évacuation immédiate...»

Après les 2 morts de la «drog-partie» de Caen LE FILS DU SÉNATEUR-MAIRE DE CAEN EST INCULPÉ

Le fils du sénateur-maire de Caen vient d'être inculpé dans l'affaire de la «drog-partie» qui a coûté la mort à deux jeunes hommes. Vincent Girault a été inculpé d'infraction à la législation des stupéfiants, de recel de cadavres, et de non-assistance à personne en danger. Il est actuellement gardé à vue au CHU de Caen où il a été admis 48 heures après, pour une hépatite virale. Le fils du maire, qui n'aurait pas participé à la soirée, a aidé au transport du cadavre de Jean-Paul Lipot qui a été retrouvé vendredi dans un bois à quinze kilomètres de Cabourg.

Le fils du sénateur-maire travaillait comme «archiviste auxiliaire» à la mairie de Caen. Il vivait dans un deux pièces qu'il avait loué. C'est dans ce deux pièces qu'il organisait régulièrement des «soirées» où héroïne et alcool étaient consommées en quantité. Vincent Girault était lui-même un toxicomane notoire. L'hépatite dont il souffre est une affection fréquente chez les drogués qui se contaminent par la seringue.

Dès l'annonce de l'implication de son fils, le maire de Caen, M. Giraud, sur qui cette affaire rejait à moins de deux mois des municipales, a tenu à faire cette déclaration : «En dépit de mes fonctions officielles, je ne suis devant ce fléau qu'un père comme un autre. Vincent a des problèmes de drogue, je ne le cache pas.

Je pense que mes concitoyens sauront faire la part entre mon malheur moral et les agitations électorales. De toute façon, en qualité de maire et d'officier de police judiciaire, je veux que toute la lumière soit faite. Même si la vérité doit me faire très mal...»

Ce qui reste à savoir, c'est si les jeunes gens ont été victimes de «doses» frelatées ou s'ils ont tenté de se suicider, étant dans un état de délabrement moral assez avancé.

Le professeur Lebreton, du laboratoire de toxicologie de la préfecture de police est chargé d'analyser la dose mortelle. En effet, depuis quelques mois est apparu sur le marché un cocktail dangereux à base de morphine et de strychnine, dont les effets peuvent être mortels.

Le sénateur maire de Caen s'en est pris au commerce mortel de la drogue. Mais comment se fait-il qu'il était aussi facile visiblement de s'en procurer dans certains cafés spécialisés de Caen, par l'intermédiaire de petits trafiquants. Et peut-on oublier, malgré quelques opérations publicitaires de Poniatowski, que les gros trafiquants semblent agir en toute liberté avec la protection d'officines de truands liés à la pègre des bas-fonds du pouvoir ? Souvenez-vous de la Sodetex dans l'affaire de Broglie.

SIMONÉ CONTRE DE VARGA

Pas de rebondissements dans l'affaire de Broglie. La deuxième audition de l'ex-policier a vu Simoné minimiser son rôle dans l'affaire. Il a déclaré avoir participé à des filatures du député de l'Eure. Simoné a continué à charger de Varga, tout en affirmant qu'il travaillait pour le compte d'autres personnes que lui seul connaissait.

ESPAGNE

CARRILLO

" NOUS APPUYONS LE GOUVERNEMENT FACE A LA PROVOCATION ... "

Dans une récente interview publiée par quatre journaux italiens, Santiago Carrillo, a éclairci les positions de son Parti.

« Nous communistes, a-t-il déclaré, sans équivoque, nous appuyons aujourd'hui le gouvernement face à la provocation. Toutefois, notre appui n'est pas inconditionnel. Il défendra des mesures effectives que le gouvernement adoptera. Il doit se décider à frapper l'ultra-droite ».

« Les ultras, explique-t-il, cherchent à créer le désordre et la terreur pour justifier un coup d'Etat ou une nouvelle crise qui pourrait rendre le pouvoir à des groupes plus autoritaires par exemple à « L'Alliance Populaire » de Fraga Tribarne. Dans tous les cas, cela serait un retour en arrière sur le chemin déjà parcouru ».

Quelles sont les chances réelles de revirement ? L'armée s'est montrée pour l'essentiel loyale envers Juan Carlos. La bourgeoisie espagnole a fait un choix net pour l'évolution en cours. Mais, il n'en reste pas moins que la politique de Suarez se heurte à une résistance très vive de secteurs importants. Plus que les propos de généraux comme Iniesta Cano ou Milans Del Bosch, ce sont les petites phrases de Fraga déclarant : « Jusqu'où irons nous dans la voie des concessions sans contrepartie ? » ou de son second, Lopez Rodó, rappelant l'opposition de son parti à toute légalisation du PCE. Or, « l'alliance populaire » reste le groupe politique de droite qui rassemble le plus grand nombre d'héritiers du franquisme et pèse d'un poids plus que notable dans les



Carrillo appuie le gouvernement « sous conditions », la classe ouvrière doit faire face au plan Suarez. Ici, les ouvriers de Roca qui ont entamé leur troisième mois de lutte contre le licenciement libre.

décisions gouvernementales.

C'est là une des contradictions que tente de résoudre Suarez, une autre résidant dans la difficulté qui existe à purger l'appareil répressif — nécessité de lutte contre l'extrême-droite — au moment même où il entend maintenir une répression sévère contre les masses, à la fois pour leur faire accepter des mesures économiques draconiennes et pour faire

partie, en le transformant en une sorte de gouvernement de salut national.

Certes, cette politique a déjà donné des fruits pour le PCE. Au travers des récents événements, le parti de Carrillo s'est affirmé comme une force, indispensable au maintien du mouvement des masses dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie et a ainsi accompli de grands pas vers sa législation. Mais le gouvernement paraît hésiter à s'engager résolument dans cette voie. Aucun effort sérieux n'a été entrepris jusqu'à présent pour lutter contre les terroristes, au contraire les arrestations de militants d'extrême-gauche se poursuivent. Carrillo déclare : « Il n'est ni juste ni raisonnable, de mettre sur le même plan l'ultra-droite et les mouvements démocratiques d'extrême-gauche ».

En fait, en agitant le spectre de Fraga, Carrillo offre à Suarez une solution de rechange.

UN GOUVERNEMENT DE SALUT NATIONAL ?

« L'idéal, indique-t-il, serait que ce gouvernement se restructure et que toutes les forces démocratiques et de gauche viennent à en faire

partie, en le transformant en une sorte de gouvernement de salut national.

Certes, cette politique a déjà donné des fruits pour le PCE. Au travers des récents événements, le parti de Carrillo s'est affirmé comme une force, indispensable au maintien du mouvement des masses dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie et a ainsi accompli de grands pas vers sa législation. Mais le gouvernement paraît hésiter à s'engager résolument dans cette voie. Aucun effort sérieux n'a été entrepris jusqu'à présent pour lutter contre les terroristes, au contraire les arrestations de militants d'extrême-gauche se poursuivent. Carrillo déclare : « Il n'est ni juste ni raisonnable, de mettre sur le même plan l'ultra-droite et les mouvements démocratiques d'extrême-gauche ».

Pourtant, Carrillo ne renvoie-t-il pas dos à dos les terroristes et les révolutionnaires, eux aussi implicitement accusés de « déstabilisation » lorsqu'il dit : « Un excès de pression sur ce gouvernement pourrait favoriser ses adversaires de droite et en même temps mettre obstacle à la marche en avant vers la démocratie » ?

On est forcé en tous cas à se demander quel type de « démocratie » le PCE veut mettre en place en renonçant à la dissolution des corps répressifs de la dictature, en dénonçant les coups de chapeau à l'armée en offrant sa collaboration à un gouvernement qui décrète la liberté de licencier et qui maintient la répression la plus dure contre les masses dès qu'elles réclament des libertés effectives.

F. FERRER

ITALIE

RENFORCEMENT DE L'AUSTÉRITÉ

Toujours soucieux de fournir des gages qui lui permettront d'obtenir des prêts internationaux pour faire face à la crise qui sévit en Italie, le gouvernement Andreotti a adopté le 4 février, au cours d'une réunion avec les six partis qui le soutiennent de façon plus ou moins directe, (dont le P«C»l), de nouvelles mesures destinées à « réduire le coût du travail » d'environ 5% et à « freiner l'inflation ».

Quelles sont ces mesures ? Elles consistent en deux prélèvements fiscaux dont le montant sera utilisé par l'État pour financer une partie des charges sociales qui incombent normalement aux entreprises : ces prélèvements sont, d'une part, un accroissement de la TVA de 2% pour les produits ordinaires (qui passe de 12 à 14%) de 3% sur le textile (de 6 à 9%), de 5% sur les produits de luxe (de 30 à 35%). D'autre part, une hausse de la taxe sur cer-

tains produits pétroliers, qui ne touchera pas l'essence, mais se répercutera par contre sur le prix à la consommation du combustible pour chauffage, et qui devrait rapporter 400 milliards de lires.

Conséquences : pour les travailleurs italiens, ces deux taxes vont produire une hausse du coût de la vie d'un peu plus de 1%, si l'on se fie aux chiffres officiels, qui s'ajouteront aux 20% d'inflation qu'ils subissent déjà. De fait, ces nouvelles mesures, qui ne remettent pas en cause le mécanisme de l'échelle mobile des salaires, reviennent à en neutraliser les effets. On mesure par là la réalité du « soutien » apporté à la défense des intérêts des travailleurs par le P«C»l, qui a soutenu les syndicats dans leur refus de remise en cause de l'échelle mobile, mais a accepté ces nouvelles mesures d'Andreotti.

ALLEMAGNE

UN SYNDICAT A L'AVANT-GARDE DE LA RÉPRESSION

Le syndicat des enseignants allemands GEW vient d'exclure Christian Sigrist, professeur de faculté à Munster pour « offense à l'Etat ». Rappelons que Sigrist a été l'objet de poursuites pénales et disciplinaires depuis qu'en juillet 1974 à Duisbourg, il a dénoncé par tracts l'assassinat par la police de l'ouvrier révolutionnaire, Routhier ; en plus, des poursuites engagées sur cette prise de position, la « justice » de Schmidt a épluché toutes ses déclarations et tous ses textes pour y trouver des chefs d'inculpation : c'est ainsi que Sigrist, sociologue se voit interdire l'emploi du

terme « impérialisme allemand ». On lui reproche également ses déclarations l'année dernière à Stockholm sur les tortures des prisonniers politiques. Ces poursuites ont eu pour conséquence une procédure disciplinaire qui peut aboutir à son exclusion de l'enseignement, car la législation fascisante en vigueur en Allemagne exige une « fidélité absolue » des fonctionnaires.

Loin de défendre Christian Sigrist, ce syndicat, dirigé par le SPD et qui a déjà exclu toute sa section de Berlin-Ouest, prend aujourd'hui les devants de la répression.

ETHIOPIE

FÉLICITÉS PAR L'AMBASSADEUR SOVIÉTIQUE ET PAR CASTRO, LES NOUVEAUX DIRIGEANTS DU DERG APPELLENT A LA RÉPRESSION

Dans un discours prononcé vendredi, Mengistu Haile Mariam, nouveau dirigeant du directoire militaire du DERG après le règlement de compte qui s'est terminé par l'exclusion de 7 de ses membres, a appelé son auditoire à soutenir la répression contre le Parti Révolutionnaire du Peuple. Il n'a fait que reprendre la politique de l'ancien gouvernement, pratiquant systématiquement l'amalgame entre

l'opposition de droite féodale et les révolutionnaires du PRPE, préconisant une campagne de terreur.

Dès vendredi, Castro a envoyé au nouveau chef du DERG un message de félicitations. Pratanov, ambassadeur d'URSS en Ethiopie a rendu visite à Mengistu le même jour. Il a exprimé « son admiration pour les mesures prises par les militaires à l'égard des contre-révolutionnaires ».

COSTA RICA :

« La campagne de boycottage du café nous a affecté mortellement » a déclaré le président costaricain : les prix du café sont largement inférieurs à ceux des produits manufacturés et n'ont cessé de se dégrader

au cours des dernières années. La campagne de boycottage déclenchée par certaines organisations des USA constitue une agression économique lancée par les pays industrialisés contre les pays en voie de développement ».

● HOUPHOUET BOIGNY EN ISRAËL

La visite du président de la Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny, en Israël, préparée en grand secret et annoncée seulement après coup vendredi, a été présentée par le premier ministre Rabin comme une importante victoire diplomatique.

Houphouët et Rabin ont signé un communiqué commun sur la situation au Proche-Orient, excluant les Palestiniens de la Conférence de Genève. Rabin a annoncé la visite en Israël d'autres chefs d'Etat africains. Si cette visite constitue un point négatif pour l'unité des pays africains contre Israël, unité réalisée depuis 1973, notons qu'elle est le fait d'un élément particulièrement lié à l'impérialisme et toujours enclin au « dialogue » avec Israël comme avec l'Afrique du Sud.

EGYPTE

DES MESURES DE RÉPRESSION ANTI-POPULAIRES EN PRÉPARATION

Quinze jours après les manifestations qui ont fait plus de quatre-vingt morts au Caire, le discours prononcé le 3 février par Sadate, discours radio-télévisé pendant près de deux heures, a vilipendé les « comploteurs », en désignant pour la première fois les nassériens, assimilés aux « communistes », comme des fauteurs de troubles, des « éléments subversifs », et comme tels devant être poursuivis par la population toute entière. « Il n'y a plus de distinction entre les communistes et les héritiers de Nasser », a déclaré Sadate, il n'y a plus de nassériens, mais seulement des rancuniers, « Nasser est mort lors de sa défaite de 1967 ».

Nasser, malgré toutes les limites de sa politique d'indépendance et les coups

qu'il a portés contre la Révolution Palestinienne, avec l'acceptation du plan Rogers en 70, est cependant resté en Egypte un symbole de la lutte pour l'indépendance nationale et l'unité du monde arabe. Sadate avait jusqu'ici entretenu une certaine ambiguïté quant à sa façon de se définir par rapport à son prédécesseur.

Le 10 février, le peuple égyptien devra se prononcer par référendum sur une série de mesures renforçant l'arsenal répressif contre les « manifestations » et les « fraudes » : toute personne participant à des « grèves », manifestations, destructions ou occupations de biens ou appartenant à des « organisations secrètes », sera désormais passible de « travaux forcés à perpétuité », les fraudeurs fiscaux, de

« travaux forcés à temps ». Tout en maintenant à la gauche légale la possibilité de s'exprimer, « le régime ne reviendra ni sur la liberté ni sur la vie démocratique », a déclaré Sadate. Le chef de l'Etat égyptien se prononce pour une démocratie qui « aura des dents ». Pour faire admettre ses mesures répressives, il lâche quelques mesures sociales : les exploitants possédants moins d'un hectare un tiers ne paieront plus d'impôt, ni les contribuables ayant moins de 5 000 F de revenu annuel.

Mais, ceci n'est pas de nature à satisfaire les exigences des travailleurs égyptiens contre la dégradation de leurs conditions d'existence et pour une politique d'indépendance nationale et d'unité anti-impérialiste du monde arabe.

INTERNATIONAL

RHODÉSIE

● LE CAMP IMPÉRIALISTE DIVISÉ

● SMITH ISOLÉ

Après l'échec de la Conférence de Genève, les dernières déclarations du chef des racistes de Rhodésie, Smith, montrent les contradictions du camp impérialiste, l'impossibilité de parvenir à la constitution d'un gouvernement fantoche, solution préconisée par l'impérialisme US. Smith a violemment rejeté le plan proposé par la Grande-Bretagne et a exclu la reprise de négociations avec le Front Patriotique, qualifiant Mugabe et Nkomo d'«association satanique de terroristes». Il a affirmé qu'il comptait désormais mettre sur pied lui-même un gouvernement «multiracial», c'est-à-dire fantoche : pour cela, il compte sur les chefs tribaux collaborateurs qui viennent de former un parti et sur l'évêque Muzorewa. Mais les premiers ne représentent pas un élargissement du gouvernement de Smith ; quant au «petit évêque», qui ne dispose

d'aucune force armée et qui a déjà été discrédité par son attitude scissionniste pendant la Conférence, il perdrait l'influence qui lui reste dans les masses s'il collaborait avec Smith.

Le gouvernement britannique a répondu sans ménagements aux fanfaronnades absurdes de Smith. Un représentant du Foreign Office a déclaré que Smith était «à côté de la question», ajoutant : «Le Front Patriotique, la guérilla et les pays de première ligne existent et il faut être insensé pour prétendre qu'ils n'ont pas d'importance». De son côté, l'ambassadeur US à l'ONU est arrivé en Tanzanie pour rencontrer les dirigeants des pays africains et tenter de trouver une nouvelle solution de sauvetage du pouvoir raciste. Il a également été sévère au sujet de l'intransigeance de Smith, déclarant qu'il allait à une impasse et que «per-

sonne ne reconnaîtrait un tel gouvernement». Jamais les contradictions au sein du camp impérialiste n'ont été aussi vives et évidentes. Alors que de son côté, Vorster préconise aussi l'affrontement, les événements vont se précipiter : soit l'impérialisme US devra tenter de mettre sur pied sa solution de rechange avec des racistes moins bornés, soit les régimes racistes tenteront d'impliquer l'impérialisme US dans une confrontation généralisée en Afrique Australe.

RECONNAISSANCE DU FRONT PATRIOTIQUE

Le Front Patriotique du Zimbabwe vient d'être reconnu officiellement comme seul représentant du mouvement de libération, par l'Organisation de l'Unité Africaine.

AFRIQUE DU SUD

PRÊTS A LA RÉCIDIVE

LES RACISTES JUSTIFIENT LEUR INTERVENTION EN ANGOLA

La presse et la radio des racistes d'Afrique du Sud donnent actuellement de nombreuses informations sur leur intervention en Angola en 1975 et 1976.

Cette intervention est justifiée avec cynisme : «Le chaos et la confusion qui régnaient dans le Sud de l'Angola ont obligé l'armée sud-africaine à intervenir». Et bien entendu, c'est l'intervention des Cubains et des Russes qui est constamment mise en avant ; alors que depuis des années, au cours de leur lutte de libération, les patriotes d'Angola, du Mozambique comme ceux du Zimbabwe devaient affronter les interventions des racistes de Prétoria qui n'avaient jamais cessé de soutenir les colonialistes en leur fournissant des armes et en encadrant leurs troupes. C'est la logique des impérialistes de justifier leurs interventions par celles d'un autre impérialisme. Le récit

des racistes est le pendant de celui des Cubains, qui, en racontant l'«opération Charlotte», prétendent que l'invasion de l'Angola par leurs troupes, était un «acte internationaliste», décidé en toute indépendance de l'URSS.

Le rappel et la justification des interventions impérialistes en Afrique Australe, constituent une menace directe contre les peuples de cette région, alors que leurs luttes ont déjà condamné le pouvoir raciste en Rhodésie et en Namibie et l'ont ébranlé en Afrique du Sud même. En rappelant leurs agressions, les racistes proclament leur intention de recommencer : «Il y avait deux mille Sud-Africains en Angola... L'Afrique du Sud pourrait aligner deux cents mille hommes». Aujourd'hui, après l'échec des premières tentatives de replâtrage des pouvoirs racistes, le gouvernement de Vorster se déclara

prêt à intervenir à nouveau pour forcer la main aux Etats-Unis qui voudraient éviter une confrontation généralisée où il devraient s'engager militairement. Beaucoup plus directement, du côté du social-impérialisme, le rappel complaisant de l'«opération Charlotte», l'offre soviétique d'armes au Botswana, le voyage prévu de Podgorny sont autant de menaces d'une nouvelle intervention en Rhodésie ou en Namibie. Smith se sert d'ailleurs de ces menaces pour justifier son pouvoir, la sale guerre qu'il mène contre le peuple du Zimbabwe et ses agressions contre le Mozambique.

Chaque impérialisme justifie donc son intervention par celle de l'autre : les peuples d'Afrique Australe ne sont pour eux que les enjeux de leur affrontement. Mais ces peuples sauront leur montrer qu'en fin de compte, ces calculs sont voués à l'échec.

PAYS DE L'EST

● L'URSS EXPULSE UN JOURNALISTE AMÉRICAIN

● CARTER EXPULSE UN JOURNALISTE SOVIÉTIQUE

LA RIVALITÉ OUVERTE

Carter vient de décider l'expulsion d'un journaliste soviétique, Alexieff. C'est une mesure de représaille après l'expulsion par l'URSS du journaliste américain Krimski. Cette expulsion venait elle-même à la suite de la mise en garde qui a été adressée aux autorités soviétiques par le département d'Etat américain, après les menaces exposées à Sakharov par le Parquet de Moscou. Ainsi, la confrontation entre les USA et l'URSS qui a conduit, depuis Helsinki, à une accélération de la course aux armements en Europe, occupe un nouveau terrain, à la suite de la tentative américaine d'utiliser le mouvement de résistance en URSS, comme moyen de pression.

Les conditions d'une telle confrontation étaient préparées par la déclaration finale d'Helsinki elle-même. Les Américains avaient tout fait pour obliger l'URSS à accepter ce qui fut appelé la «troisième corbeille» portant sur «la libre circulation des hommes et des idées», au cours des négociations préparatoires d'Helsinki. Les négociations sur ce point avaient traîné en longueur, étant, selon les Soviétiques, trop avantageuses pour les Américains qui voulaient l'utiliser comme un moyen d'intervention dans la zone dominée par l'URSS. Dans ce texte, il était notamment dit que «les journalistes ne sauraient être expulsés... du fait de leur activité pro-

fessionnelle». Ce point, baptisé à Helsinki «domaine humanitaire», comme sur tous les autres points, se manifestait la rivalité aiguë des USA et de l'URSS.

Pour la première fois, elle s'est manifestée ouvertement sur ce point lors de la prise de position des USA en faveur de Sakharov et des signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, au moment où la presse soviétique exigeait la répression contre eux.

RIVALITÉ USA-URSS CONTRE LES PEUPLES D'EUROPE DE L'EST

Les peuples sous domina-

tion soviétique subissent directement les effets de cette aggravation de la rivalité impérialiste. Déjà on assiste en Tchécoslovaquie à une campagne assimilant les opposants à des agents de l'étranger. En URSS, l'expulsion du journaliste américain a été précédée de l'arrestation de Guinzbourg, l'un des adjoints de Sakharov, mais qui était également responsable du fonds d'aide aux victimes de la répression qui voit ainsi ses activités stoppées. Or, même s'il n'est pas encore entre les mains du KGB, l'opposant connu est déjà sa victime : il est chassé de tout travail, comme ce fut notamment le cas pour Pliouchtch, et n'a plus d'autre moyen de subsistance que les aides de sa famille et de ses amis. L'arrestation de Guinzbourg, proche de Sakharov, était une réaffirmation des menaces à son égard, après la prise de position américaine, en même temps qu'une mesure d'intimidation et de répression envers les opposants.

L'ancien opposant que le KGB a contraint de publier un article contre Guinzbourg, qui a servi de preuve contre lui, s'est également attaqué à un autre oppo-

sant, Orlov. Ainsi, la répression est en passe de s'étendre.

QUE RESTE-T-IL DE LA «DÉTENTE» ?

A quelques semaines de la rencontre entre les États signataires de la déclaration d'Helsinki, la détente apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est : l'instrument de la rivalité entre les deux superpuissances, dont les pays et les peuples subissent les effets.

L'initiative américaine, après les tentatives de plus en plus ouvertes des Soviétiques de pénétrer en Europe, et les préparatifs accélérés en vue d'une guerre, met également en cause l'évolution «pacifique» du rapport entre les deux superpuissances en Europe, tel qu'il avait été défini à Helsinki. Après les initiatives est-allemandes tendant à remettre en cause le statut de Berlin Est, les discussions prévues à Bucarest auront donc pour base une rivalité plus aiguë entre les USA et l'URSS et une menace plus grande contre les peuples d'Europe.

G. CARRAT

POLOGNE

LA RECLAUDE DE GIEREK

Gierek a annoncé, lors d'une visite à l'usine de tracteurs Ursus à Radom que «les conditions étaient maintenant réunies pour faire profiter du pardon ceux des condamnés qui se sont repentis et dont l'attitude laisse prévoir qu'ils ne reprendront plus la voie de la délinquance». Il a ajouté que les membres du «comité de soutien aux ouvriers victimes de la répression» étaient «des ennemis de la Pologne qui tentent de semer le doute dans l'esprit de

la population et plus particulièrement de la jeunesse».

Ainsi, Gierek a été obligé de reculer devant le soutien affirmé aux ouvriers d'Ursus, dont la répression en juin avait fait dix-sept morts. Mais, il le fait en menaçant. Ceux qui ne se sont pas laissés soumettre sont maintenant en prison. Et Gierek avoue que le soutien aux ouvriers de Radom a gagné la jeunesse qu'il menace ouvertement comme ennemi de la Pologne.



Juillet 76 : pour protester contre les hausses de prix, les ouvriers d'Ursus bloquent une voie ferrée

TCHÉCOSLOVAQUIE

208 NOUVELLES SIGNATURES DE LA CHARTE 77 RENDUES PUBLIQUES

Mardi, les signataires de la Charte 77 ont envoyé au gouvernement tchécoslovaque 208 nouvelles signatures, annonçant vendredi les porte-parole de ce mouvement.

La Charte 77 réclamait l'application des textes signés par la Tchécoslovaquie, notamment à Helsinki, qui reconnaissent l'exercice des droits démocratiques.

Une campagne d'intimidation envers les signataires, une tentative de mobilisation contre eux, si elles ont tenu beaucoup de place dans les journaux des collabos et dans leur activité, n'ont pu cependant les isoler.



le mozambique nouveau en construction

-3-

"Unir l'enseignement à l'usine et au village communautaire"

«L'Université nouvelle que nous voulons...»

Le 7^e mai 1976, Samora Machel s'est rendu à l'Université de Maputo, qui se nommera désormais Université Edouardo Moudlane (1). Il a déclaré :

«Le combat pour une université nouvelle ne fait que commencer. L'université cherche aujourd'hui à aller vers le peuple, vers la réalité révolutionnaire dans laquelle elle est insérée. Mais c'est encore une école pour privilégiés, une école dans laquelle la présence de la classe ouvrière et paysanne ne se fait pas sentir, une école que les enfants du peuple ne fréquentent pas, une école à laquelle les ouvriers et les paysans eux-mêmes ne participent pas. L'université n'est encore l'université du peuple, elle n'est pas encore le peuple, elle n'est donc pas encore l'université nouvelle que nous voulons construire.

L'université Eduardo Moudlane commence aujourd'hui son combat pour la conquête du nouveau contenu de l'université. La tâche de l'université est de s'enraciner dans la réalité nationale, en procédant de manière scientifique, systématique et organisée, à la recherche et à la collecte de notre patrimoine national, historique, culturel, artistique, scientifique et technique. Connaître profondément notre pays est nécessaire pour savoir comment restructurer les cours, comment organiser le travail scolaire, comment orienter notre prospection. Pour ce faire, nous devons unir l'université à l'usine et au village communautaire. La séparation entre l'université et le peuple devient un instrument de pénétration impérialiste. L'introduction de techniques de pointe dans notre économie sous-développée, techniques dont les maîtres tout hors d'atteinte de la capacité des forces productives nationales peut apparaître comme une grande conquête économique, alors qu'en réalité ces techniques peuvent constituer des moyens de perpétuer notre dépendance à l'égard de l'étranger.

A la suite d'un voyage d'amitié et d'étude au Mozambique, effectué il y a quelques semaines, un ami a bien voulu nous livrer ce qu'il a observé et éclairer plusieurs aspects de la lutte en cours pour éliminer le système

d'exploitation et édifier une économie indépendante. Nous ne publions ici que quelques extraits de cette longue interview, recueillie par Annette Jeandet, et qui paraîtra prochainement dans son intégralité, en brochure.

PRIORITÉ AUX ÉCOLES A LA CAMPAGNE

-A.J. : tu as visité au cours de ton séjour au Mozambique, un grand nombre d'écoles. Peux-tu nous dire quels choix ont été faits en matière d'éducation ?

-J.D. : Les choix qui avaient été faits pendant la guerre de libération et qui s'expriment dans les résolutions du 2^e Congrès du FRELIMO, sont encore valables pour la période actuelle.

Dans la province de Sôjala et Manica, à 40 km de Chimoio, à Amatonga, j'ai vu une école de campagne. Au temps de la colonisation, c'était un centre tenu par des missionnaires. L'école a été nationalisée et la vie y a beaucoup changé. L'école primaire et l'école secondaire sont devenues mixtes. Huit cents élèves vont à l'école primaire. L'école secondaire va jusqu'à la cinquième classe et possède un internat. Les élèves étudient et participent à la production. Ils élèvent des porcs et travaillent sur les champs de l'école (4 000 ha). Autrefois, les missionnaires exploitaient seize paysans mozambicains sur ces terres. La

politique du FRELIMO est de maintenir ceux qui étaient à la production. Les paysans restent des salariés, la récolte est à l'école. Mais la relation paysans-élèves est très bonne. Ensemble, ils travaillent sur les champs, examinent les problèmes et s'efforcent de produire le mieux possible pour que l'école subvienne à ses besoins. Dans ce centre, il y a aussi des ateliers de menuiserie industrielle et de réparation automobile, un moulin électrique pour le maïs. Le centre a son dispensaire.

-A.J. : Dans cette école, tu as pu avoir des contacts approfondis avec l'ensemble des élèves. Tu as été frappé par leur détermination et par leur conscience politique.

-J.D. : Oui. Je venais de la ville où j'avais trouvé la mentalité bourgeoise encore chez beaucoup d'élèves. Quand je leur ai posé la question «êtes-vous des élèves ?», ils m'ont répondu, «nous sommes d'abord des fils de paysans». J'ai ajouté «mais vous êtes à l'école et vous en partirez pour occuper un poste dans

l'administration, vous allez quitter la terre». Ils m'ont répondu : «non, vous êtes un réactionnaire». J'ai expliqué que je cherchais à savoir ce qu'ils pensaient, que j'étais en accord avec eux. J'ai trouvé chez ces élèves une grande conscience politique, une discipline, un esprit de paysan. Je note la discipline, car quand je suis entré dans l'école, ils étaient en train d'étudier par groupe. Il n'y avait aucun professeur, aucun surveillant et

tous, garçons et filles travaillaient ensemble assidument. Le directeur m'a parlé d'une expérience très intéressante en ce qui concerne les relations entre les filles et les garçons. La colonisation de même que l'obscurantisme qui existait dans la société traditionnelle ont fait beaucoup de mal en creusant un fossé entre eux. C'était un problème encore au début de l'année et ils ont surmonté ces difficultés à travers la pratique du sport.

LE CENTRE D'INFORMATION SUR LE MOZAMBIQUE

Le centre d'information sur le Mozambique «Se propose de faire connaître et comprendre les étapes de la lutte exemplaire du peuple mozambicain, dirigé par le Frelimo contre le colonialisme portugais et l'impérialisme, pour l'instauration d'une société nouvelle, libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les brochures déjà parues sont en vente en librairie :

- Faire de l'école une base du pouvoir populaire : Samora Machel
- La résolution de politique générale de la 8^e session du Comité Central du Frelimo février 1976
- Le discours à l'université E. Moudlane. Samora Machel. Mai 1976.

o Une édition des textes de Samora Machel de 1970 à 1974, avant l'indépendance paraîtra aux éditions l'Harmattan en mars 1977.

Siège : 14 rue de Nanteuil Paris 15^e
Permanence : le vendredi 15 H - 20 H

PRIORITE AUX ECOLES PRIMAIRES

-A.J. : Y a-t-il des écoles pour tous les enfants d'un certain âge ?

-J.D. : Quand le FRELIMO a pris en charge le pays, il y avait la quasi-totalité de la population, qui était analphabète. Le FRELIMO n'avait pas suffisamment de cadres pour faire l'école à tout le monde : ce n'était pas un problème de locaux, car j'ai trouvé des écoles en paille, très propres, très soignées, mais très simples et il est facile d'en avoir dans tout le pays. C'est un problème d'enseignants. Je n'ai pas de statistiques précises, le FRELIMO est en train de les établir. Mais je peux dire qu'on a multiplié par 20 depuis l'indépendance, le nombre d'élèves scolarisés.

-A.J. : Y a-t-il encore des couches des masses populaires qui n'envoient pas leurs enfants à l'école ?

-J.D. : Pour ce qui est de l'école primaire, il y a très peu d'enfants qui n'y vont pas. Je pense que l'année prochaine, il n'y en aura plus. Pour ce qui est de l'école secondaire, c'est plus difficile. Il y a beaucoup d'enfants qui ont fini l'école primaire, qui essaient de trouver un travail ou qui restent avec leurs parents, parce que l'école est à 40 km et qu'il n'y a pas de moyens de transports. Le problème de transport est un problème grave du pays, dont le FRELIMO est conscient. Même dans les villes qui sont très étendues, le problème se pose, certains enfants devant parcourir 8 km pour se rendre à l'école. C'est une grosse difficulté. La seconde est le manque de professeurs. Pour l'école primaire c'est plus facile, car même des élèves de la 5^e classe peuvent y enseigner. Pour remédier à cette situation, il n'est pas rare que trois classes se succèdent dans la journée de 7 H du matin à 23 H. A Tete, je



revenais vers 11 H du soir au cinéma et j'ai vu les élèves travailler.

-A.J. : Que compte faire le FRELIMO pour former rapidement des enseignants ?

-J.D. : Il y a une priorité très claire du FRELIMO qui est l'école primaire et la formation des professeurs primaires. Au Mozambique, il est très important que tout le monde sache lire et écrire, mais on voit aussi que la forme du nouveau Mozambique viendra des enfants. Le FRELIMO a organisé des écoles de recyclage des professeurs de l'enseignement primaire. J'ai vu une de ces écoles à Chimoio. Elle dure six mois et le travail est intensif. Il y a dix écoles dans le pays et quatre-vingt dix élèves dans chacune d'elles. Ainsi, neuf cents élèves sont formés tous les six mois pour l'enseignement primaire. Les élèves

vivent à l'école, ils étudient et produisent en même temps. Ceux qui arrivent à l'école sont envoyés par les masses populaires et les groupes dynamisateurs. Afin de vaincre le régionalisme, le tribalisme, le racisme, les élèves viennent de toutes les provinces, bien qu'il y ait une école par province. Dans ces écoles, c'est la responsabilité, la conscience politique qui comptent... Un élève qui a une bonne conscience politique et une formation insuffisante reste à l'école : «Nous ne pouvons pas nous passer d'un élément conscient, capable de mobiliser les masses populaires», m'ont dit les cadres de l'école. Par contre, un élève dont la conscience politique est faible doit repartir, car sa formation, son éducation ne peuvent se faire qu'au sein des masses populaires. Après six mois, les élèves seront envoyés là où l'on a besoin d'eux. Ce sont surtout des anciennes zones libérées, Pemba et Niassa qui ont besoin d'une aide importante, car ceux qui étaient

cadres dans ces régions sont maintenant à des postes de responsabilités, dans tout le pays, à Beira, à Nampula, à Maputo...

La plupart de ces élèves ont des mentalités d'homme nouveau et suivent une ligne politique claire. Ils essaient d'étudier non seulement les problèmes de l'enseignement, mais tous les problèmes du pays et même de politique internationale. Quand j'étais à Chimoio, ils ont fait une réunion sur le massacre de Nyazonia en essayant de bien clarifier l'ensemble des problèmes qui se posaient. Comme dans les écoles du FRELIMO, les élèves participent beaucoup à la vie de l'école et les principes démocratiques fonctionnent très bien.

-A.J. : Est-ce que les professeurs qui sont formés dans les écoles de recyclage sont les seuls à enseigner dans les écoles primaires ?

-J.D. : Non. Il y a des instituteurs qui sortent de l'école normale de Maputo. Ils ont suivi l'école secondaire jusqu'à la onzième classe, puis trois ans d'école normale. Il y en a d'autres qui sont moniteurs, qui sont allés jusqu'à la cinquième ou la sixième classe du secondaire, d'autres encore jusqu'à la quatrième et cinquième classe et qui font un recyclage pendant six mois. Tous sont des instituteurs. Actuellement, il y a une grosse différence de salaire entre ceux qui sortent de l'école normale et les autres, mais on va essayer d'arriver au même salaire sur la base de «à travail égal, salaire égal». Il y a même des élèves qui sont tous en cinquième ou sixième année du secondaire, qui font des cours aux élèves du premier et deuxième degré, car tout le monde peut donner, tout le monde peut recevoir, chacun comptant sur ses propres forces.

Devenez

«ABONNÉ-AMI»

du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception de la parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

REDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J.-Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J.-Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville

DANS NOTRE COURRIER

hopital danger

Je vous écris à propos de l'article qui a paru dans le *Quotidien du Peuple* sur le manque de personnel dans les hôpitaux. Je trouve que l'article est tout à fait incomplet : il ne voit qu'un aspect des choses.

Certes, il y a pénurie dans les hôpitaux, et une infirmière pour 40 malades cela entraîne des risques de maladies professionnelles et la mort pour les malades. Mais il n'y a pas que le personnel soignant qui est insuffisant. Les agents de service hospitalier (ASH) eux aussi sont peu nombreux et ils courent des risques encore plus grands que les soignants. L'infirmière, dans la bien petite limite du possible, fait attention en piquant un malade. L'ASH, la plupart du temps ne sait pas que tel ou tel malade est contagieux (l'infirmière n'ayant pas le temps de le lui dire). L'ASH rentre dans la chambre, fait le ménage, se pique avec une aiguille qui traîne... et l'accident est là.



Le «sauveur» à l'hôpital Mondor de Créteil

Un autre exemple : les repas des malades qui parfois sont à la base d'un traitement, donc important pour le malade. Normalement ils devraient être servis par un ASH et une infirmière (qui est au courant des régimes). Bien souvent c'est l'ASH seul qui

les donne, et n'étant pas au courant, ce sont les malades qui trinquent.

Les responsables de tous ces accidents tant au niveau du personnel que vis-à-vis des malades, ce sont les patrons de ces usines (parce que de fait, c'est ça) où il

manque un nombre considérable de postes, où les malades sont effectivement en danger de mort. (Fait significatif : la pancarte à l'entrée du CHRG sur laquelle il est écrit : «Hôpital-Silence» : quelqu'un a rajouté entre les deux «Danger» !).

PÉTITION EXIGEANT LA POURSUITE DES ASSASSINS DE MAHMOUD SALEH

Après M. El Hamchari, B. Al Koubaïssi, M. Boudia, le militant palestinien Mahmoud Saleh, responsable de la librairie arabe, a été assassiné à Paris. A ce jour aucun des assassins n'a été inquisite. Des enquêtes ont-elles même réellement été entreprises ? L'impunité dont ont joui les meurtriers n'a pu que favoriser le crime perpétré contre Mahmoud Saleh le 3 janvier.

Nous ne pouvons cautionner par notre silence l'instauration d'une société où le droit des gens est bafoué. Nous ne pouvons admettre qu'en France les étrangers soient pourchassés, arrêtés, expulsés, assassinés parce qu'ils défendent leur cause.

Nous ne pouvons tolérer que des manœuvres politiques et policières aient conduit à l'arrestation d'un membre de la délégation de l'OLP venue assister à l'enterrement de leur compagnon, et reçu officiellement en France.

Sa libération ne doit pas servir de prétexte pour faire oublier le crime commis contre Mahmoud Saleh et assurer une nouvelle fois l'impunité aux assassins.

Exiger la poursuite des assassins de Mahmoud Saleh, dénoncer la scandaleuse complaisance qui a permis ce crime, voilà notre appel.

Pour le collectif des signataires
R. Guglielmo
22, rue Emeriau
Paris 75015

LISTE DES SIGNATAIRES

André Pierre, Arnaud Georges, Balibar Etienne, Bauberot Jean, Beaud Michel, Beauvillard Michèle, Behar Abraham, Benetti Carlo, Bitterlin Lucien, Blanquart Paul, Bolo Etienne, Bordier Stéphanie, Bouc Alain, de Brunhoff Suzanne, Buttin Maurice, Cardonnel Jean, Chatagner Jacques, Chesneaux Jean, Collectif Cahiers du Cinéma, Coquery Michel, Coquery Vidrovi Catherine, Cot Pierre, Cuoco, Daumas Philippe, Dauriac Jacqueline, Davezie Robert, Deleplace Guillin, Dosse Roger, Dresch Jean, Durroux Yves, Faget Huguette, Faye Jean Pierre, Forgas, Fromanger, Galissot René, Gaubert J.-M., Genet Jean, Godelier Maurice, Grimard Michel, Guerin Daniel, Guglielmo Raymond, Halbwachs Pierre, Hennebell Guy, Kahn Francis, Labrousse Alain, Lacoste Camille, Lacoste Yves, Leclerc Henri, Leiris Michel, Lentin Albert-Paul, Le Parc, Leymarie Philippe, Loi Michèle, Lurcat François, Maspero François, Massiah Gustave, Matelart Armand, Mattieu, Mieville Anne-Marie, Monod Ambroise, Monory, Monteil Vincent, Nadeau Maurice, Noïrot Paul, Parmentier Roger, Perrot Michelle, Pignon Ernest, Rancière Jacques, Reberlioux Madeleine, Rebout Gisèle, Roqueplo Philippe, Rougemont, Soboul Albert, Soulier Gérard, Terrenoire Louis, Vincent-Vidal Serge.

«COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES» A RENNES

Les A AFC projeteront le film «Comment Yukong déplaça les montagnes» du 2 au 22 février, au cinéma l'Awor, 129 rue St Hélier. Les séances auront lieu à 21 heures.

Les 7, 9 et 10 février :
Un village de pêcheurs, Une histoire de ballon,
Cirque de Pékin

Les 11, 12, 13, 14 février :
La pharmacie, Les artisans, Une caserne

Les 15, 16 17 et 18 février :
L'usine de générateurs, Professeur Tsien

Les 19, 20, 21 et 22 février :
Autour du pétrole, Changai

Les chiffres en gras indiquent que le film sera suivi d'un débat organisé par les A AFC

Corr. Rennes

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Comité Unitaire de Solidarité avec les Peuples d'Espagne (3 rue Diderot, Lyon 4^e) informe qu'il organise le 8 FÉVRIER 1977 à 20 h 30 au PALAIS DU TRAVAIL, Place Lazare Goujon à Villeurbanne, une soirée de solidarité et d'information sur la grève que mènent depuis le 8 novembre 1976, les 4 800 métallurgistes de l'usine Roca dans la banlieue de Barcelone.

A cette réunion, prendra notamment part un délégué de l'Assemblée Générale des Travailleurs de Roca qui répondra aux questions de l'assistance sur la place de cette lutte dans l'essor actuel du mouvement populaire et en Espagne, sur la répression que subit le mouvement ouvrier.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

17^e épisode

« En 1940, ils changent d'avis. Lunettes ou pas lunettes, ils me reprennent. C'était la débandade, vous pensez. J'arrive à Tours, dans le nord, juste au moment où tous les officiers ils avaient foutu leur camp. On m'enrôle dans le train des équipages. Prisonnier ! Pan ! je m'évade. J'avais des effets civils. Mon copain — j'avais un copain — en avait pas. On se fait repiquer, parce que j'avais considéré pas honnête de me mettre en civil, si l'ami restait en uniforme. Cette fois, faut trouver des vêtements civils pour le copain.

« Voilà-t-y pas que dans une ville, on était à la halte : une fille s'approche et nous dit : « Voulez-vous les vêtements de mon pauvre père qui est mort, pour vous évader ? » Je prends la parole : « Garde-les pour un plus malheureux ! On a un peu d'argent, achète-nous une casquette, une veste et une culotte. On verra bien pour le reste ! »

« Et voilà. Il y avait dix Allemands à bicyclette pour garder cinq cents prisonniers. On se met en civil sous la capote. Pendant qu'ils mangent, on prend leurs bicyclettes à deux Boches, et en avant la musique ! Jusque chez nous. Mon copain, il a vendu sa bicyclette. La mienne que vous connaissez, c'est celle du Boche. C'est pas un vélo de course, mais c'est du solide. »

Il y eut un moment de silence. Vieljeu échafaudait la nouvelle qu'il pourrait écrire avec une telle histoire. Etienne se sentait de plus en plus dépaycé devant ces guerres sans gloire.

Catillon, généreux, voulut relancer la balle à Terro :
— Je parie que c'était moins drôle, chez toi, en Espagne ?

— Oui, c'était moins drôle !

Et comme tous se taisaient, attendant la suite, Terro fut obligé de continuer :

— C'est mon père qui m'a engagé dans l'armée ! Il regardait la table avec un sourire forcé. Il se tut un instant, comme s'il hésitait, puis expliqua :

— J'avais un frère qui faisait son service au Maroc, lorsque la guerre civile a commencé. Il servait avec Franco. J'ai demandé à mon père : « Qu'est-ce que je fais si je rencontre Ricardo ? » Mon père m'a dit : « Tu le tues ! » Heureusement, je n'ai jamais rencontré mon frère. Il était mort autre part.

— Hé bien ! lança la mémé, il était fou, ton père.

Le père d'Etienne ne lui fit aucun reproche quand il signa son carnet scolaire. Il lui dit :

— Nous en reparlerons en octobre.

En fait, rien ne paraissait avoir d'importance dans le Vercors, ou, plus exactement, ces questions qui, de par leur importance, ennuyaient Etienne, étaient remises « à plus tard ».

Ce jour-là, le 5 juin 1944, les Alliés entrèrent dans Rome.



ILS ONT DÉBARQUÉ. Hé ! Réveillez-vous ! Debout ! Ils ont débarqué ! Ça y est, ils ont débarqué !

Michel Vieljeu courait à travers la maison : sur son visage, le sourire bête des gens étonnés. Le gros lot, des jumeaux et un héritage d'un million lui tombaient sur la tête d'un seul coup.

Il secoua Hélène, encore couchée, et s'élança dans l'escalier, sans attendre de réponse ; il bouscula Emeline au passage et jeta Etienne hors du lit ; il se rua vers l'abreuvoir, plongea la tête dans l'eau glacée, sourit jusqu'aux oreilles et répéta, béat, convaincu qu'il ne rêvait pas : « Ils ont débarqué ! »

Il entra dans la grange. Terro se dressa, torse nu, hors des couvertures.

— Devine, dit Vieljeu.

— Ils ont débarqué ! dit Terro.

— Oui ! Oui ! Ils ont débarqué ! Ils ont débarqué !

Vieljeu fit deux bonds en l'air, recouvrit de foin l'Espagnol et repartit en criant :

— A la radio ! Tous à la radio ! Etienne, va annoncer la nouvelle à Catillon. Qu'ils viennent tous à la radio !

(à suivre)

ABDELLATIF LAÂBI

Poète marocain
anti-impérialiste

Abdellatif Laâbi, a été emprisonné et torturé plusieurs fois par la police de Hassan II, depuis janvier 1972.

(...) « Je n'ai jamais séparé mon travail de création littéraire du combat quotidien et multiforme qu'il m'a été donné de déployer sur plusieurs fronts.

Somme toute, cet itinéraire nous est en grande partie commun en tant qu'intellectuels arabes, en tant que témoins engagés dans les épreuves passées et présentes de la nation arabe » (...)

« Debout, en ce siècle de Barbarie, j'imagine cette grande humanité travailleuse et missionnaire.

Je me retourne et voilà que je la vois déjà, en ce siècle de luttes décisives, avançant dans les rizières bombardées, dans les maquis douloureux au nom du Combattant héroïque, dans la rocaïlle et

les monts de notre Palestine, dans les rues de Harlem, dans les jungles et steppes d'Afrique, mais aussi dans les artères de Casablanca, du Caire et de Beyrouth » (...)

« Mais, chaque fois qu'un de ces hommes tombe sous les balles de l'ennemi, chaque fois qu'un de ces hommes succombe dans sa cellule sous la torture, c'est aussi un poète qui meurt.

La poésie est aujourd'hui au cœur de la tragédie de l'homme et de son immense espoir » (...)

« Il nous reste peut-être, en tant que poètes arabes, à compter davantage sur nos propres forces, à perdre l'habitude de nous tourner vers l'Occident pour chercher dans son regard un quelconque jugement ou une quelconque approbation »

Extraits de l'intervention d'Abdellatif Laâbi, à la rencontre des poètes arabes à Beyrouth (8-12 décembre 1970).

LES SINGES ÉLECTRONIQUES (Extraits)

Ya bon le sang

Les banques du sang ne sont pas aussi fournies de sang africain que les places, les rues, les prisons, les avenues ironiquement frappées au nom de Lumumba.

Mais ce n'est pas le sang octroyé des campagnes du sang.

C'est le sang de tous les affamés, persécutés, les travailleurs-objets, les exploités du Trust du Cartel et du Népôtisme.

C'est du sang de siècles de barbarie et le dernier en date de haute technicité

Barbarie apprise. Singe électronique. L'Afrique Mais c'est le Poids monstrueux la Tare, le Prix que coûtera l'homme futur d'ici

C'est pourquoi guerillero

Inscris à ton index miraculeux

La liste-catastrophe des ennemis de l'Afrique et parmi la horde exultante des Mercenaires Colonialistes Féodaux

Trafiquants Entremetteurs Bureaucrates

Réserve tes meilleures balles pour les aspirants maîtres du sang

Négrophages singes électroniques qui vendent aujourd'hui et qui vendront demain

Si ton index ne voit pas assez loin l'Afrique pour laquelle tu saignes dans la jungle du 20^e siècle

Dans la jungle de laquelle tu creuses

Le catafalque des zombis maîtres-chanteurs, tu dégages

En coulées irrésistibles les sentiers sismiques de liberté

(Juillet 1969)



PUBLICITÉ

Beau temps sur l'ensemble du Royaume
Beau temps vent faible
300 jours de soleil. Beau temps
Sur toute la superficie de la poudrière
Beau temps
Sur les volcans en sommeil
Beau temps
« Devenez Marocains, 2 h 30 suffisent »
Bonne chasse
Chasse gardée
Parcs réservés
Beau temps
Sur les montagnes pacifiées
Et pas un cri.

Et pas un cri
Et pas un crime
Ne percera des profondeurs
Du pénitencier géant
Beau temps
Pour les safaris Amsterdam-Tan Tan
Beau temps
Pour les tabagies Love not War
Serpents charmeaux et à l'occasion
Ephèbes dociles à peau de cuivre
On videra le pays s'il le faut
On parquera les indigènes
On construira tout autour des murs, des murailles
Pour sauvegarder l'esthétique
L'arôme des couchers de soleil
Beau temps
Comme au lendemain de la genèse
Silence désert
Et que l'homme fatigué inquiet
D'Outre-Méditerranée d'Outre-Atlantique
Se berce de l'illusion
De la pureté originelle

Beau temps
Le dieu-dollar, le dieu franc
Et tous autres dieux et demi-dieux
Du gang international du Fric
De l'espionnage et de la contre-révolution
Accourent à l'Olympe nouvelle
Aménagée en lupanar salubre

Beau temps
Sismographie ordinaire
Grèves sauvages, jacqueries, échauffourées
Rien que d'ordinaire
Beau temps
300 jours de soleil

ABDELLATIF LAÂBI : Le règne de Barbarie suivi de poèmes oraux et précédé de lettres en prison
INEDITIONS BARBARE

Programme télé LUNDI 7 FÉVRIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le grand alibi. Film américain d'Alfred Hitchcock (1950)

A 2

18 h 00 - Fenêtre sur...
18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 44 - La tirelire

20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Alain Decaux raconte
22 h 50 - L'huile sur le feu
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le pistonné. Film français de Claude Berri (1970)
22 h 00 - Journal

MAIN BASSE SUR LA PRESSE

-7-

Quel est le journal le plus vendu en France ? Ce n'est pas «France-Soir», ce n'est pas le «Figaro», ce n'est aucun des titres de la «presse parisienne» : c'est «Ouest-France». Le groupe Aigles dans la région Rhône-Alpes, celui du «Provençal» autour de Marseille, «Sud-Ouest», «L'Est Républicain» et les titres qu'il a absorbés : tels sont en réalité, les grands de la presse française. Dans leurs zones de diffusion, il n'est pas rare qu'ils se taillent environ 80% du marché.

Fondés pour la plupart sur les nombreuses pages de petites nouvelles locales, avec une «une» et une ou deux pages d'information nationale et internationale, ces journaux, qui se présentent généralement comme «apolitiques», jouent en réalité un rôle décisif dans l'orientation de l'opinion. S'ils peuvent contribuer à faire un député, à favoriser un candidat à la présidence de la République, c'est encore plus dans les élections municipales que leur intervention se révèle décisive. C'est dire l'importance qu'ils vont présenter au cours des semaines à venir.



LES GRANDS «APOLITIQUES» REGIONAUX

GASTON DU PROVENÇAL A L'HEURE DES MUNICIPALES

Le 25 janvier dernier, à la troisième page du *Provençal*, un titre barre presque toute la page : «*Au plan social, l'opération «Sainte-Barbe» est déjà une réussite. La butte des Carmes : partie prenante dans le rééquilibrage du centre-ville.* Tout est beau, dans cette opération de rénovation menée en plein centre de Marseille «non pas en fonction du contenant, c'est à dire des immeubles, mais du contenu, c'est-à-dire des habitants» : «On demande à chaque famille, à chaque occupant d'un appartement de dire où et dans quelles conditions il souhaite être relogé. Et l'on se met en quatre pour le satisfaire».

Une remarque pourtant : «on peut simplement regretter que les vieux immeubles promis à la pioche puissent difficilement attendre, et qu'au mois de novembre, l'un d'eux se soit effondré sur ses locataires, en tuant un, en blessant trois». Mais madame Vignal, de la SONACOTRA est là pour rassurer les lecteurs : à part ce petit détail, tout se passe pour le mieux.

LA CAMPAGNE EST OUVERTE

A l'époque de l'écroulement, le même *Provençal* s'écriait sans sourciller : «C'est un scandale d'oser louer des maisons pareils !». Mais oubliez de préciser qu'une grande partie d'entre elles appartiennent à la municipalité. Celle-ci, avant de les détruire, en tire le maximum en les louant, par Sonacotra interposée, à des travailleurs immigrés : pour vingt chambres, trois millions anciens par an.

Si, aujourd'hui, le *Provençal* en reparle, c'est que, virtuellement, la campagne des élections municipales est ouverte. Le député-maire, propriétaire du journal, Gaston Defferre, n'entend pas trop laisser le soin à d'autres de résoudre la question ; en cette période, comme pour chaque élection, ce genre d'article commence à se multiplier, naturellement. Mais le rôle de propagande n'est pas réservé à ces

moments aigus de la vie politique : en permanence, le *Provençal* est la tribune de Gaston.

L'OEIL A TOUT

Celui-ci, d'ailleurs, y a un droit de regard absolu sur une série de sujets locaux, jugés particulièrement explosifs : les éboueurs, le métro, l'opéra, les pompes funèbres (où une délicate affaire oppose FO et la CFDT qui tente de remettre en cause le monopole de son implantation). Qu'il soit à Paris, à Marseille ou ailleurs, Gaston veille au grain : ne dit-on pas qu'au cours de son récent voyage avec Mitterrand en Amérique du Sud, il se faisait téléphoner certains articles ?

PATRON DE CHOC

Au reste, demeurer à la tête d'une pareille entreprise suppose de réelles qualités patronales. Le maire de Marseille n'en manque pas : n'est-ce pas Amaury qui le félicitait d'avoir, le premier en France «cassé» le syndicat CGT du livre dans son imprimerie, pour y implanter solidement une FO bien domestiquée ? Lors de l'occupation policière du *Parisien*, on a eu l'occasion de s'en rendre compte ; le deuxième jour, alors que la grève se poursuivait partout ailleurs, le *Provençal* ne craignait pas de réparer «à la demande du personnel». Dès la veille, à la même imprimerie, on avait tiré le *Méridional-la-France*.

Car le journal réactionnaire local, où Domenech s'est rendu célèbre par les propos racistes qui lui avaient valu un procès intenté par le MRAP, doit beaucoup à Defferre. Non seulement l'imprimerie est la sienne, mais encore, tous les jours, six pages communes paraissent en même temps dans les deux journaux : ainsi est maintenu, à sa place, un «concurrent» pas trop gênant parce que bien domestiqué, et, au fond, pas si éloigné que cela politiquement.

PROVENCE : LE GROUPE DEFFERRE

Maire de Marseille, président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, candidat aux élections présidentielles à l'occasion, et très certainement ministrable le jour où un gouvernement serait dirigé par le parti socialiste, Gaston Defferre est également patron de presse. Voici, en tout pluralisme, le petit empire qui est le sien dans la région marseillaise :

«Le Provençal» (13 éditions locales) ... 188 000 exemplaires
«Le Provençal Soir» ... 37 000 exemplaires
«Var-Matin République» (10 éditions) ... 78 000 exemplaires
«Méditerranée-La France» (12 éditions) ... 66 000 exemplaires
et les journaux du dimanche : «Le Provençal Dimanche», 193 000 exemplaires, «Méditerranée-La France-Dimanche», 66 000. Il faut ajouter «Poche-Soir», qui a rapidement coulé le bulletin des spectacles lancé avant lui : «Sortir».

Au-delà de ces journaux : deux sociétés de régie publicitaire, Euro-Sud (pour le Midi) et Média-Sud (pour la publicité nationale) ; une société de gestion : Sud Marketing ; une entreprise d'informatique : la SEMI ; une agence de presse nationale, l'Agence Centrale de Presse.

Lorraine

PDGs EN LIBERTÉ

Le 29 juin 1973, «L'Est Républicain», journal de Nancy, diffusé essentiellement en Meurthe et Moselle, dans la Meuse, les Vosges, le Doubs, la Haute-Marne, la Haute-Saône et à Belfort, achète tous les journaux de Franche-Comté : le numéro du jour de ce quotidien écrivait : «L'information de qualité, aujourd'hui, coûte très cher (...). Pourquoi, dès lors, ferait-on grief aux entreprises de presse de rassembler leurs forces si elles ont pour objectif de proposer à leurs lecteurs des journaux qui, tout en conservant leur identité et la marque de leur province, soient mieux présentés et plus riches en subs-

tance ? Des journaux plus libres aussi».

Le 10 août 1974, «L'Est Républicain» est amené à donner des précisions sur la société anonyme qui l'édite. On y remarque : le principal actionnaire, Robert Vilgrain, avec 43 000 actions de 2 000 centimes chacune. Monsieur Vilgrain est l'ancien PDG des Grands Moulins de Nancy et le PDG des Grands Moulins de Paris. A ses côtés, Monsieur Charles Boileau, qui possède, lui, 29 000 actions à 2 000 centimes. Monsieur Boileau est le PDG des Chaudronneries Lorraines.

Tout un monde ! Celui de la presse «libre» d'appartenir

au patronat. Et un monde dans lequel on s'agite : M. Boileau vient, à la date citée, d'acheter les parts de M. Vilgrain. Pourquoi donc ? Parce que le premier, qui n'a pas goûté la campagne en faveur de Servan-Schreiber menée par le journal aux élections législatives partielles de 70, menaçait de vendre ses actions au concurrent régional : «Le Républicain Lorrain». Mais J.J.-S.S. n'aura pas trop de souci à se faire : M. Boileau s'est porté à son secours.

Ainsi va la presse «apolitique» locale, celle qui, plus que toutes autres, «fait» l'opinion au moment des élections.

Rhône-Alpes

POUR TOUS LES GOÛTS

Un nouveau journal est né. Il s'appelle tout simplement «le journal». Il sera diffusé dans la région lyonnaise. Tendance politique : centre droit, annonce son promoteur, monsieur Gallois, directeur général du *Dauphiné libéré*. Le groupe continuera cependant à éditer sur Lyon un autre titre : *Dernière Heure Lyonnaise*. Toujours selon monsieur Gallois, son orientation sera «nettement à gauche».

Ainsi vont la droite et la gauche, telles qu'on les conçoit dans les groupes de presse régionaux : monsieur Defferre, socialiste, n'a-t-il pas à Marseille son protégé «de droite» dans son groupe de presse du *Provençal* ? Naturellement, tout cela n'empêchera pas que, sur l'agglomération lyonnaise, la

primauté reste sans conteste au *Progrès*. De toute manière, l'argent, là encore, ira dans les mêmes caisses : celles du groupe AIGLES, qui rassemble les deux géants de la région Rhône-Alpes, autrefois concurrents : le *Progrès*, et le *Dauphiné libéré*. Comme il y a fort à parier que le *Progrès*, après avoir fait toutes les campagnes de Pradel, fera celle de son «héritier» Collomb.

Mais le nouveau quotidien qui paraît à Lyon intéresse fort ses collègues du syndicat patronal de la presse régionale, pour de toutes autres raisons que ces petites manipulations, somme toute fort classiques. C'est par le public qu'il

visait explicitement : celui-ci va «des cadres moyens aux chefs d'entreprise». Contrairement à ce qui se fait habituellement dans la presse locale, une grande place sera accordée aux informations politiques, économiques, internationales, et culturelles. Depuis que les projets de publication en fac-similé de l'empire Hersant se précisent, les grands seigneurs régionaux, vedettes des forts tirages, commencent à craindre que le *Figaro* nouvelle formule n'en vienne, comme il va le faire en fusionnant avec *Paris-Normandie*, à les concurrencer en publiant des pages locales, ce qui est techniquement très envisageable. C'est, au moins, ce que ces messieurs se sont dits lors de leur dernière réunion.